



*Mémoire
présenté à l'École nationale d'administration publique
dans le cadre du programme de Maîtrise en administration publique
pour l'obtention du grade de Maître ès science (M. Sc.)*

Mémoire intitulé
Les mouvements sociaux des jeunes pour le climat – Le cas de la
manifestation de Montréal

Présenté par
Indira Issaka

Novembre 2022

Mémoire intitulé
Les mouvements sociaux des jeunes pour le climat – Le cas de la
manifestation de Montréal

Présenté par
Indira Issaka

est évalué par les membres du jury de mémoire suivants :

David Talbot (Ph.D), Professeur agrégé et directeur du mémoire
Michèle Charbonneau (Ph.D), Professeure agrégée et présidente du mémoire
Stéphanie Gagnon (Ph.D), Professeure titulaire et évaluatrice du mémoire

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	VII
RÉSUMÉ	IX
ABSTRACT	XI
LISTE DES TABLEAUX	XIII
LISTE DES FIGURES ET SCHÉMAS	XV
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	XVII
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
1. PROBLÉMATIQUE.....	5
2.1. ÉNONCE DU PROBLEME	5
1.1.1. <i>Les changements climatiques et leurs conséquences</i>	5
1.1.2. <i>Les politiques climatiques canadiennes et québécoises</i>	7
1.2. RECENSION DES ECRITS	10
1.2.1. <i>Les mouvements sociaux</i>	10
1.2.2. <i>Le fonctionnement organisationnel interne des mouvements sociaux</i>	15
1.2.3. <i>Les cadrages et le processus du cadrage des mouvements sociaux</i>	17
1.3. OBJECTIF ET QUESTION DE RECHERCHE.....	18
2. CADRE CONCEPTUEL.....	21
2.1. LE CADRAGE AU NIVEAU INDIVIDUEL.....	22
2.2. LE CADRAGE AU NIVEAU DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET DE L'ACTION COLLECTIVE	23
2.2.1. <i>Les cadres cardinaux</i>	23
2.2.2. <i>Opérations essentielles de cadrage</i>	24
2.2.3. <i>Processus d'alignement de cadres et résonance</i>	25
3. MÉTHODOLOGIE	29
3.1. L'ETUDE DE CAS.....	29
3.2. METHODE DE COLLECTE DE DONNEES	30
3.3. SELECTION DES REpondANTS ET DES DOCUMENTS	32
3.4. METHODE D'ANALYSE	35
3.5. STRATEGIE DE VALIDATION	36
3.6. CONSIDERATION ETHIQUE	37
4. RÉSULTATS.....	38
4.1. CONTEXTE DE L'ETUDE	38
4.1.1. <i>Actions collectives antérieures</i>	38
4.1.2. <i>Fonctionnement organisationnel de la manifestation</i>	42
4.2. CADRAGE	49
4.2.1. <i>Opérations essentielles de cadrage</i>	49
4.2.2. <i>Principaux cadres de l'action collective (cadres cardinaux)</i>	53
4.3. PROCESSUS DE CADRAGE ET UTILISATION DES CADRAGES	60
4.3.1. <i>Processus d'alignement des cadres</i>	60
CONCLUSION	67
SYNTHESE DES RESULTATS.....	67

OPERATIONS ESSENTIELLES DE CADRAGE.....	68
PRINCIPAUX CADRES DE L'ACTION COLLECTIVE (CADRES CARDINAUX)	72
PROCESSUS D'ALIGNEMENT DES CADRES	76
CONTRIBUTIONS DE L'ETUDE	80
LIMITES DE L'ETUDE.....	82
PISTES DE RECHERCHES FUTURES	84
BIBLIOGRAPHIE	87
ANNEXES.....	97
ANNEXE 1 : GUIDE D'ENTRETIEN	99
ANNEXE 2 : LISTE D'ORGANISATIONS POTENTIELLES A INTERVIEWER	101
ANNEXE 3 : LISTE ETABLIE PAR UN CONTACT A PROXIMITE DU MOUVEMENT.....	102
ANNEXE 4 : CERTIFICAT ETHIQUE	103
ANNEXE 5 : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	104
ANNEXE 6 : ÉCHANGE SUR FACEBOOK - CREATION DE LA PLANETE S'INVITE AU PARLEMENT	107
.....	107
ANNEXE 7 : BANNIERE « LA CSN APPUIE LA GREVE ETUDIANTE POUR LE CLIMAT ».....	108
ANNEXE 8 : PUBLICATION – INVITATION A ALLER MANIFESTER	109
ANNEXE 9 : TRACT – GRETA ET DAVID.....	110
ANNEXE 10 : BANNIERE « IL N'Y A PAS DE TRAVAIL SUR UNE PLANETE MORTE »	111
ANNEXE 11 : PUBLICATION – DECARBONISER L'ECONOMIE.....	112
ANNEXE 12 : PUBLICATION – FAITS SCIENTIFIQUES	113
ANNEXE 13 : TRACT	114
ANNEXE 14 : DOCUMENT « 8 RAISONS DE FAIRE LA GREVE MALGRE LES JOURNEES.....	115
INSTITUTIONNELLES ».....	115

REMERCIEMENTS

Je souhaite tout d'abord remercier mon directeur de recherche, M. David Talbot, pour avoir dirigé cette étude, pour son aide, pour sa patience et pour m'avoir soutenue tout au long de cette étude.

Je tiens aussi à remercier les évaluateurs de ce mémoire, Mme Michèle Charbonneau et Mme Stéphanie Gagnon, pour leurs commentaires et suggestions et pour avoir accepté d'évaluer mon mémoire.

Un grand merci à tous ceux qui ont participé et qui ont donné du temps pour la réalisation de cette recherche. Merci aux militants environnementaux de longue date ainsi qu'à la jeunesse dévouée qui a su transformer le mouvement climatique au Québec. Mes remerciements vont aussi aux nombreux militants ayant pris part à l'organisation des nombreuses manifestations qui ont eu lieu à travers le pays en 2019 et qui continuent. Vous avez été une inspiration quant à la rédaction de ce mémoire.

Enfin, je ne remercierai jamais assez ma famille, mes amis et mes collègues pour leur soutien inconditionnel et leur encouragement. Une mention spéciale à ma mère à qui je dédie cette recherche et pour qui ce mémoire est le plus beau cadeau que je puisse lui offrir.

RÉSUMÉ

Ce mémoire effectue une analyse des mouvements sociaux des jeunes en ce qui concerne le climat. Plus précisément, cette étude de cas porte sur la grève scolaire pour le climat, survenue à Montréal en 2019. L'étude présente d'abord une mise en contexte de la problématique ainsi qu'une revue de littérature en lien avec les théories des mouvements sociaux afin d'en faire ressortir les principaux concepts. Ainsi, à partir d'un cadre conceptuel préexistant mettant l'accent sur les aspects culturels, sociaux et cognitifs, nous réaliserons une analyse du processus du cadrage et des types de cadrages utilisés par les groupes de mouvements sociaux afin de mieux comprendre ce qui a rendu possible cette mobilisation historique. Cette étude repose sur des données recueillies par l'entremise d'entretiens avec des militants clés ayant participé à l'organisation de cette manifestation et aussi sur une analyse secondaire de contenu à l'aide de documents. Les résultats de cette étude permettent d'identifier trois principaux types de cadrages mobilisés par les acteurs internes responsables de la manifestation de Montréal : le cadrage économique, le cadrage émotionnel et le cadrage scientifique. Les résultats de l'étude montrent également que les acteurs internes de l'organisation de la manifestation ont employé deux principaux processus d'alignement des cadres, soit l'extension de cadre (*frame extension*) et la transformation de cadre (*frame transformation*).

Mots clés : Mouvements sociaux, Mouvements sociaux des jeunes, Cadrage, Environnement, Changements climatiques, Québec.

ABSTRACT

This present study conducts an analysis on youth social movements for climate. More specifically, this research focuses on a case study of school climate strike that occurred in Montreal in 2019. The study begins with a contextualization of the issue and a literature review related to social movement theories to highlight the main concepts. Thus, from a pre-existing theoretical approach emphasizing cultural, social and cognitive aspects, we will carry out an analysis of the framing process used by social movement groups in order to better understand what made this historical mobilization possible. This study is based on data collected through interviews with key activists who participated in the organization of this protest and on a secondary content analysis using documents. The results of this study show that three main types of framing were mobilized by the internal actors responsible for protest in Montreal: economic framing, emotional framing and scientific framing. The results of the study also demonstrate that the internal actors of the protest employed two main frame alignment processes, namely frame extension and frame transformation.

Key words: Social Movements, Youth Social Movements, Framing, Environment, Climate Change, Quebec.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Résumé des participants	33
Tableau 2 – Types de documents internes et externes	34
Tableau 3 – Arbre de codification.....	36
Tableau 4 – Principaux acteurs internes	46
Tableau 5 – Types d’émotions et occurrence	55

LISTE DES FIGURES ET SCHÉMAS

Figure 1 – Processus de cadrage - carte conceptuelle.....	22
--	-----------

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

APTS : Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

BVGC : Bureau du Vérificateur général du Canada

CER-ENAP : Comité d'éthique de l'École d'administration publique

CEVES : Coalition étudiante pour un virage environnemental et social

CSQ : Centrale des syndicats du Québec

CSN : Confédération des syndicats nationaux

DEC : Le Devoir environnemental collectif

FAE : Fédération autonome de l'enseignement

FIQ : Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec

FFF : Fridays for Future

FNEEQ : Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

FTQ : Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

GES : Gaz à effet de serre

GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

LPSC : La planète s'invite au communautaire

LPSP : La Planète s'invite au Parlement

LPSS : La Planète s'invite en santé

LPSU : La Planète s'invite à l'université

MEPACQ : Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec

NMS : Nouveaux mouvements sociaux

OBNL : Organisme à but non lucratif

ONG : Organisation non gouvernementale

PACC : Plans d'action sur les changements climatiques

RQ-ACA : Réseau québécois de l'action communautaire autonome

SPGQ : Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec

STM : Société de transport de Montréal

WCI: Western Climate Initiative

WWF: Fonds mondial pour la nature (World Wide Fund for Nature)

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le militantisme environnemental est souvent vu comme une forme de mouvement social favorisant la participation des organisations et des individus, notamment par l'entremise de manifestations comme moyen d'expression politique. Comme le mentionne Neveu (2005, p.10), cette forme d'action collective vise à amener des changements au sein de la société. La participation politique inclut non seulement les formes d'actions plus conventionnelles comme le droit de vote, mais aussi des formes dites non conventionnelles comme les manifestations (Kriesi, 2009, p.147). Au fil des années, les mouvements sociaux ont engagé plusieurs types d'acteurs, dont de nombreux jeunes activistes. La question environnementale est notamment un enjeu central pour ces jeunes militants (Tessier et al., 2017, p.54).

Un mouvement de jeunes illustrant bien ce phénomène est la grande vague de militantisme qui s'est récemment développée mondialement grâce à Greta Thunberg, une jeune Suédoise de 18 ans (Hummel, 2020). Son discours : respecter l'Accord de Paris et écouter les scientifiques. Le rapport publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 2018 signale que certains impacts des changements climatiques seront dorénavant irréversibles si la barre de réchauffement climatique de 1,5 °C n'est pas respectée (GIEC, 2018). Selon ces experts, il faut entreprendre des changements radicaux dans tous les aspects de la société (GIEC, 2018). Or, plusieurs pays, y compris le Canada sont loin de s'être engagés dans une telle transition. En effet, bien que le gouvernement canadien reconnaît l'existence de la crise climatique, les actions concrètes pour lutter efficacement contre les changements climatiques seraient toujours manquantes (Environnement Jeunesse, 2019, p.24).

Greta Thunberg qui avait fondé un mouvement de contestation en délaissant les cours tous les vendredis afin de manifester devant le Parlement suédois est devenue le symbole des revendications des jeunes militants (BBC, 2020). Cette nouvelle vague d'activisme s'est vite propagée dans plusieurs pays en 2018 (BBC, 2020) et c'est ainsi que le mouvement « Fridays for Future » a attiré l'attention de nombreux jeunes aux intérêts communs. En effet, ce sont plus de 14 millions de personnes qui ont participé à plus de 78 000 événements de protestation dans 216 pays différents depuis 2019 (Fridays for Future, 2020b). On assiste à une grève scolaire pour le climat tous les vendredis dans les quatre coins du globe. En raison de la pandémie de la COVID-19, des mobilisations et des grèves numériques ont lieu tous les vendredis sur les médias sociaux afin de préserver le mouvement (Fridays for Future, 2020a).

Au Canada, plus particulièrement au Québec, la manifestation de Montréal tenue en septembre 2019 a non seulement été la plus grande mobilisation de ce mouvement à travers la planète, mais aussi la plus grande manifestation de l'histoire du Québec et du Canada en termes de participants (Environnement Jeunesse, 2020, p.8). Selon les autorités, il s'agissait d'un rassemblement d'environ 500 000 personnes (Dufour, 2019). Ce mouvement et les revendications des manifestants seraient supportés par plus de 72% de la population canadienne d'après les résultats d'un sondage commandité par Environnement Jeunesse (2020, p.15).

Cette étude a pour but de mieux comprendre les éléments ayant contribué à l'avènement de la manifestation pour le climat survenue à Montréal en 2019. Cette recherche a aussi comme objectif de mieux comprendre les modalités et les stratégies mobilisées par les

organisations et les acteurs pour mobiliser la population autour de l'enjeu climatique, ainsi qu'analyser les stratégies de communication.

Ce mémoire comporte quatre chapitres ainsi qu'une conclusion. Le premier chapitre met de l'avant la problématique, la recension des écrits ainsi que les objectifs et la question de recherche. Le deuxième chapitre présente le cadre conceptuel. Le troisième chapitre tient compte de la méthodologie. Le quatrième chapitre est consacré à la présentation des résultats de l'étude. Enfin, la conclusion présente des réflexions générales, la synthèse des résultats et résume les contributions et les recommandations de l'étude.

1. PROBLÉMATIQUE

Ce chapitre présente la problématique afin de mettre en contexte l'énoncé du problème de la recherche, la recension des écrits pour décrire certains concepts en lien avec les mouvements sociaux ainsi que les objectifs et la question de recherche.

2.1. Énoncé du problème

Dans cette section, les changements climatiques et leurs conséquences au niveau mondial et au Canada sont présentés. Il sera ensuite question de mettre en exergue les politiques et les lois existantes en matière d'environnement au Canada et au Québec.

1.1.1. Les changements climatiques et leurs conséquences

1.1.1.1. Globalement

Le réchauffement de la planète augmente les risques et l'ampleur des changements associés au climat (Bush et Lemmen, 2019, p.17). Ce sont notamment les activités humaines effectuées durant l'ère industrielle qui ont fait augmenter la température moyenne mondiale en raison des fortes émissions de gaz à effet de serre (GES) (Bush et Lemmen, 2019, p.17). Aujourd'hui, les activités humaines contribuant à générer le plus d'émissions de GES sont celles liées à l'utilisation du charbon, du pétrole et des gaz naturels, notamment dans les centrales, les bâtiments et pour les moyens de transport (Davidson, 2018). Par conséquent, le réchauffement planétaire a des effets dévastateurs. Il engendre des phénomènes météorologiques extrêmes comme l'élévation du niveau de mer, la perte d'habitats, de plantes, d'animaux, d'humains, etc. (Davidson, 2018). Plus précisément, d'après le GIEC (2018), 18 % des insectes, 16 % des plantes et 8 % des vertébrés perdront plus de la moitié

de l'aire de leur niche climatique si le réchauffement planétaire atteint 2° C (p.10). Toujours selon ce groupe d'experts, les prévisions montrent que l'augmentation du niveau de la mer dans les zones habitées exposera 10 millions de personnes à des risques divers (GIEC, 2018, p.9). Par ailleurs, ils mentionnent aussi que les risques en lien avec la santé, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau augmenteront si la température planétaire dépasse 1,5 °C (GIEC, 2018, p.11). Enfin, les conséquences des changements climatiques peuvent varier d'un territoire à l'autre, c'est-à-dire que certains pays peuvent subir des répercussions plus importantes que d'autres. Cependant, il faut noter qu'il s'agit tout de même d'un enjeu mondial pour lequel l'action concertée de tous les acteurs politiques est nécessaire.

1.1.1.2. Au Canada

Le Canada est depuis longtemps l'un des plus grands pollueurs par habitant au monde (Davidson, 2018). Les émissions de GES au Canada représentent environ 2% des émissions mondiales, ce qui est relativement élevé compte tenu de son faible nombre d'habitants (Davidson, 2018). C'est l'un des pays où la température se réchauffe le plus rapidement, soit deux fois plus vite que le taux planétaire (Bush et Lemmen, 2019, p.85). Par ailleurs, au Canada, les impacts liés au réchauffement climatique seront principalement en lien avec le climat (fonte des glaces, montée des eaux, érosion des côtes, etc.), la perte de biodiversité, les changements de températures et de précipitations ainsi que la disponibilité d'eau douce (Bush et Lemmen, 2019).

1.1.2. Les politiques climatiques canadiennes et québécoises

Au cours des dernières décennies, la question environnementale et climatique est devenue un enjeu mondial prioritaire. Pour Frioux et Lemire (2012), le 20^e siècle est « celui au cours duquel la question environnementale s’est progressivement structurée en une catégorie d’action publique et politique » (p.3). La politisation des enjeux environnementaux s’est d’ailleurs construite de façon ascendante, c’est-à-dire que la participation des individus est à l’origine de la prise de conscience de ces enjeux (Béal, 2013, p.4). Traditionnellement, les citoyens jouaient un rôle important dans les enjeux environnementaux en raison du déficit d’expertise relativement à la question dans les bureaucraties municipales, ce qui a permis aux *outsiders* de faire naître des politiques d’environnement (Béal, 2013, p.4-5). Au fil des années, avec la politisation des enjeux climatiques et environnementaux, de nombreuses politiques publiques ont été adoptées.

1.1.2.1. Les lois et les politiques environnementales au Canada

Au cours de l’histoire, le Canada a adopté de multiples lois et politiques en lien avec le domaine de l’environnement. Ces politiques servent principalement à établir des plans et des procédures (Gouvernement du Canada, 2018). Depuis près d’un siècle, des lois touchant notamment la protection de l’environnement, la prévention de la pollution, la conservation de la biodiversité et le développement durable ont été promulguées (Environnement et Changement climatique Canada, 2017). Elles ont pour but de surveiller la qualité de l’air et de l’eau ainsi que les émissions de GES, de consulter les Canadiens et les parties prenantes, d’assurer l’inspection, de faire de la recherche, etc. (Environnement et Changement climatique Canada, 2017).

Le Canada a également signé divers accords et protocoles internationaux sur la question environnementale et participé à de nombreux sommets. Par exemple, le Canada a ratifié le Protocole de Kyoto en 1997. Il s'était ainsi engagé à atténuer les effets du réchauffement climatique, et ce, avec des objectifs chiffrés, soit une réduction des émissions de GES de 6% par rapport au niveau de 1990 (BVGC, 2012). Toutefois, les émissions de GES ont augmenté de 24% de 1990 à 2008 (Davidson, 2018). De plus, le gouvernement canadien s'est retiré du protocole de Kyoto en 2011 (Davidson, 2018). D'ailleurs, plusieurs remettent en question et critiquent l'efficacité de ces protocoles et accords (Tsayem Demaze, 2009, p.88). Dans un écrit portant sur l'analyse comparative des ratifications, des conventions et protocoles, Tsayem Demaze (2009) s'est penché sur cette question et soulève des critiques pointant le manque d'efficacité concernant le protocole de Kyoto en raison de : « l'absence de sanctions applicables en cas de non-respect des engagements pris par les États [...], la non-implication de certains pays dans la lutte contre le réchauffement climatique [...], l'importance accordée aux priorités de développement économique et industriel par rapport aux impératifs écologiques » (p.88).

D'un autre côté, le Canada connaît aussi différents défis quant à la protection de l'environnement, et ce, en raison de son système fédéraliste. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux du Canada partagent des compétences en ce qui a trait à l'environnement, ce qui peut parfois créer un flou institutionnel (Poirier et al., 2018, p.3). Pour Bélanger (2011, p.9), l'approche décentralisée est beaucoup plus avantageuse que la centralisation des pouvoirs dans le dossier des changements climatiques. À son avis, il s'agit d'un atout pour le Canada de travailler avec les provinces, car en raison de la grandeur du territoire et de la diversité biologique, la décentralisation permet de déléguer des tâches, mais

aussi de gouverner à des paliers à proximité des citoyens (2011, p.15). Un bon exemple de ce débat constitutionnel canadien est la contestation par des provinces de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* (la Loi) adoptée en 2018. Cette dernière a pour but d'imposer une application pancanadienne de mécanisme de tarification sur le carbone (Environnement et Changement climatique Canada, 2019). Plusieurs provinces (l'Ontario, l'Alberta et la Saskatchewan) ont contesté cette Loi et ont déposé des demandes auprès de leur Cour d'appel respective ainsi qu'à la Cour suprême du Canada pour dénoncer l'empiétement du gouvernement fédéral sur l'autonomie et les pouvoirs des provinces (Kroft et al., 2020). Enfin, en mars 2021, la Cour suprême du Canada a confirmé la constitutionnalité de la taxe carbone fédérale (Cour suprême du Canada, 2021).

1.1.2.2. Le leadership québécois et les politiques climatiques du Québec

Le Québec est l'une des provinces canadiennes les plus actives dans le domaine de la lutte aux changements climatiques avec l'adoption de plusieurs politiques publiques. Les autorités politiques de cette province croient fermement au rôle des États infranationaux dans ce combat (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, 2021b). Elles ont notamment pris la décision de ne plus attendre un plan climatique pancanadien et d'aller de l'avant avec deux plans d'action sur les changements climatiques (PACC 2006-2012 et PACC 2013-2020) (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, 2021a). En Amérique du Nord, le Québec représente aussi un leadership affirmé et a longtemps eu le meilleur bilan d'émission de GES par rapport aux autres provinces canadiennes et États américains (Gouvernement du Québec, 2012). Il s'est également engagé en ce qui concerne le respect des accords et protocoles internationaux. Par

exemple, son respect quant aux objectifs du protocole de Kyoto ainsi que ses publications annuelles d'évaluation démontrent son implication. De plus, le Québec a collaboré avec de multiples acteurs à l'échelle internationale, notamment avec le regroupement d'États nord-américains, soit la Western Climate Initiative (WCI) ayant pour but de mettre en place un système d'échange de droits d'émission de GES dans certains secteurs économiques (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, 2021b). Tous ces engagements ont permis au Québec de partager son expertise et de bénéficier des meilleures pratiques pour lutter contre les changements climatiques.

1.2. Recension des écrits

Dans cette section, nous définissons certains concepts en lien avec les mouvements sociaux, nous donnerons des précisions sur les différents types des mouvements sociaux qui existent et nous expliquerons le fonctionnement interne et l'utilisation des cadrages stratégiques des mouvements sociaux.

1.2.1. Les mouvements sociaux

Il existe plusieurs définitions des mouvements sociaux, mais dans le cadre de ce travail celle de McCarthy et Zald (1977) a été retenue. Ces auteurs définissent ce concept comme : un ensemble d'opinions et de croyances dans une population qui représente des préférences pour changer certains éléments de la structure sociale (McCarthy et Zald, 1977, p.1217).

1.2.1.1. Les nouveaux mouvements sociaux

La théorie des nouveaux mouvements sociaux (NMS) est apparue en 1970 et a mis en lumière des concepts comme l'action collective et les rapports sociaux tout en différenciant ces mouvements de ceux ayant précédé, et ce, en raison de leur structure, de la constitution

de leur idéologie (Staggenborg, 2012, p.23). Essentiellement, ce qui différencie les « nouveaux mouvements sociaux » des « anciens » est le fait que les acteurs ne luttent plus pour la réappropriation de la structure matérielle comme les mouvements représentés par le syndicalisme ou le mouvement ouvrier, mais luttent plutôt pour la réappropriation du temps, de l'espace et de la relation dans l'existence (Melucci, 1980, p.217). Plus récemment, on a observé des changements dans les mobilisations, notamment par des regroupements informels qu'on retrouve, entre autres, dans les modes de recrutement plus fluides et rapides (Dufour et al., 2015, p.131). Ainsi, depuis déjà quelques années, ces mouvements contemporains expriment différemment leurs préoccupations par des moyens plus expressifs en utilisant des réseaux d'information et de solidarité (Cotonnoir et al., 1999, p.29). Un autre trait particulier des NMS est la persistance des valeurs individuelles dans les actions collectives (Melucci, 1996, p. 306-310). Comme le mentionnent Porta et Diani (2006, p.179), les aspects internes de l'action collective comportent des tactiques qui sont adaptées à la réalisation d'objectifs qui mènent à la développer. Enfin, les mouvements sociaux verts sont considérés comme des NMS ayant notamment pris de l'ampleur depuis l'arrivée des sociétés industrialisées (Vaillancourt, 2015, p.114).

1.2.1.2. Les mouvements sociaux pour le climat

C'est au tournant du 19^e et du 20^e siècle que l'action environnementale d'un grand nombre d'acteurs voit le jour par l'entremise de mobilisations médiatiques, d'action en justice ou encore de lobbying auprès des parlementaires (Frioux et Lemire, 2012, p.6). La visibilité des enjeux environnementaux, la crise écologique et la notion du développement durable sont notamment apparues dans la sphère publique durant les années 1980 à la suite

de la publication du rapport de Brundtland (Gendron et Vaillancourt, 2003, p.11). Pour Poirier et Savard (2015, p.20), le militantisme environnemental se traduit par toutes actions reliées à la lutte et à la défense de l'environnement en vue de la protéger et de la préserver. Par conséquent, de nombreuses organisations environnementales comme Greenpeace ou encore le Fonds mondial pour la nature (WWF) ont été créées dans les années 1960 et 1970 (Gendron et Vaillancourt, 2003, p.159).

Dans une ère de réchauffement climatique, où les effets sont de plus en plus présents, plusieurs mouvements sociaux à travers le monde dénoncent l'inaction des décideurs politiques et des institutions. Certains auteurs notent d'ailleurs une augmentation considérable des NMS de l'environnement depuis les années 1960 (Kriesi, 2008, p.156). Ils font maintenant partie de la politique et de la culture des sociétés contemporaines (Cotnoir et al., 1999, p.31).

Au Canada, le militantisme environnemental a commencé au début des années 1900, et depuis, on retient quatre grandes vagues dans l'évolution du mouvement écologiste : la préservation, la pollution, la professionnalisation et les changements climatiques (Hummel, 2020). En plus de ces quatre courants, il existe plusieurs idéologies en ce qui concerne les mouvements sociaux. Comme le mentionne Dufour (2019) : « les demandes sont très diverses, souvent peu précises et font référence à un ensemble très disparate d'actions qui touchent l'environnement ». Il est possible de catégoriser ces intérêts grâce aux diverses éthiques environnementales évaluant le rapport « homme-nature » : le biocentrisme, l'écocentrisme et l'anthropocentrisme. Elles ont permis d'approfondir la question du devoir de l'Homme envers l'environnement, notamment avec l'apparition du dilemme des notions de préservation et de conservation. Selon Frioux et Lemire (2012) la distinction entre les

deux notions est le clivage entre l'écologie « réformiste » et l'écologie « profonde » (*deep ecology*) qui s'explique comme suit : « l'option "préservationniste" vis[e] à sauvegarder des espaces totalement vierges de toute action humaine et l'option "conservationniste" plaid[e] plutôt pour une exploitation rationnelle des ressources » (p.5).

1.2.1.3. Les mouvements sociaux des jeunes pour le climat

La participation des jeunes dans les mouvements sociaux joue un rôle important dans le militantisme environnemental (Hummel, 2020). Pour certains jeunes comme les adolescents, l'engagement direct est le seul moyen de participation politique puisque ces derniers n'ont pas l'âge de voter (Dostie-Goulet, 2011, paragr. 20). D'ailleurs, comme le mentionne Dalton (2007), les jeunes sont plutôt des citoyens engagés, c'est-à-dire qu'ils préfèrent affronter les élites directement par l'entremise de manifestations ou de boycotts plutôt que d'exercer leur droit de vote. Ainsi, ce phénomène est accentué par la grande crise de confiance envers la démocratie chez ces jeunes (Montigny, 2017, p.723). Plusieurs électeurs canadiens, notamment des jeunes sont déçus quant aux partis politiques au pouvoir dans les 10 dernières années et de leurs décisions en ce qui concerne les questions environnementales (Tessier et al., 2017, p.54). C'est ce sentiment de déception et cette tendance d'intérêts communs qui poussent les jeunes acteurs à se mobiliser. Autrement dit, les inquiétudes liées aux changements climatiques amplifient non seulement la perte de confiance envers les élus, mais aussi envers les compagnies privées, les institutions publiques et les mécanismes de régulation (Dufour et al., 2015, p.138). Selon Environnement Jeunesse (2020) : « les jeunes du Québec sont conscients de la crise climatique et sont préoccupés par les conséquences des changements climatiques sur leur vie » (p.13). D'autre part, les résultats d'une étude ont

démontré l'importance des mobilisations de jeunes au sein des communautés, et ce, surtout avec l'aide et le soutien d'adultes, puisque ces derniers permettent de renforcer l'efficacité collective (Watson-Thompson et al., 2008, p.80). Dans le cas des mobilisations pour le climat, de nombreux adultes, acteurs, institutions et organisations comme les universités, les commissions scolaires et même certains employeurs ont appuyé le mouvement en offrant une journée de congé aux individus afin qu'ils puissent joindre la manifestation pour le climat (Dufour, 2019).

Bien que certaines recherches existent sur le sujet, elles portent davantage sur les causes du mouvement FFF à l'international et au Québec ou encore sur la signification ou les effets politiques et sociaux du mouvement ainsi que l'utilisation des médias sociaux. En effet, Dupuis-Déri (2021) a mené une étude dans le but de présenter des résultats en lien avec les grèves scolaires pour le climat dans les écoles secondaires du Québec en 2019. Cette étude discute notamment des implications de ce mouvement dans l'espace politique. L'auteur conclut que cette cohorte d'étudiants au secondaire sera probablement mobilisée dans les mouvements étudiants postsecondaires et le dynamisera à nouveau. Par ailleurs, Parth et ses collaborateurs (2020), ont menés une recherche portant sur les manifestations en lien avec le mouvement FFF de 2019 auprès de jeunes en Allemagne. Ces auteurs ont retenu que la participation des jeunes aux manifestations semble avoir une plus grande influence sur les pratiques et les attitudes politiques de ces derniers plutôt que les connaissances assimilées à l'école. Dans le même ordre d'idée, Wahlström et ses collaborateurs (2019) ont étudié le mouvement FFF dans quinze villes européennes sur les motifs et les facteurs centraux dans le recrutement. Ces auteurs ont notamment observé et noté des différences significatives dans les diverses villes européennes et ont aussi conclu que le mouvement était hétérogène à

certaines égards. Molder et ses collaborateurs (2022) ont aussi conduit une recherche dans le but d'examiner l'utilisation des médias sociaux dans le contexte de ce mouvement en se penchant sur les diverses publications de Greta Thunberg. Enfin, Sabherwal et ses collaborateurs (2021), ont étudié « l'effet Greta Thunberg », c'est-à-dire la question à savoir si sa présence eut un effet sur l'efficacité collective et les intentions de s'engager dans une action collective. Par conséquent, les résultats de la recherche laissent croire que les gens plus familiers avec Greta Thunberg ont des intentions plus élevées de se joindre à des actions collectives pour lutter contre le réchauffement climatique.

1.2.2. Le fonctionnement organisationnel interne des mouvements sociaux

Le fonctionnement organisationnel interne des mouvements sociaux et des actions collectives ainsi que la base organisationnelle regroupe l'ensemble des acteurs et des partenariats existants et préexistants ainsi que leur structure dans un mouvement social en question (Tremblay et al., 2017).

Afin de bien comprendre le fonctionnement organisationnel interne des mouvements sociaux, il faut savoir que toute participation individuelle se trouve à la base des mouvements sociaux et s'avère essentielle (Porta et Diani, 2006, p.131). Selon Snow et Benford (2000, p.624), le niveau individuel représente les individus qui tentent de construire leur propre agenda constitué d'un bassin de sentiments quelconques. En d'autres termes, selon Porta et Diani (2006, p.26), la participation au niveau individuel fait allusion au sentiment d'être impliqué dans un effort collectif, sans devoir automatiquement appartenir à une organisation spécifique.

Par conséquent, les mouvements sociaux et l'action collective sont créés lorsque les individus qui partagent un ensemble de valeurs et de normes communes se rassemblent. En ce sens, les regroupements impliquent généralement des individus partageant un ensemble de valeurs, de normes, de caractéristiques et d'identités communes (Tremblay et al., 2017, p.347). Ainsi, l'action collective désigne le comportement coordonné d'au moins deux personnes ou plus qui tentent de répondre à des objectifs individuels mutuellement communs (King, 2008, p.22). Une des fonctions internes de ces groupes est l'importance de créer une identité collective et de la solidarité, ce qui est notamment considéré comme une stratégie utilisée par les organisateurs des mouvements sociaux (Rochon 1998, p.159).

Par ailleurs, il existe deux types d'acteurs faisant partie des mouvements sociaux et d'une action collective. Il s'agit des acteurs internes et des acteurs externes. Chez les acteurs internes, il est possible de retrouver plusieurs types dont des parties prenantes qui peuvent regrouper des acteurs comme des experts, des élus, des organisations existantes qui luttent pour un changement (Tremblay et al., 2017, p.335). Dans le même sens, les acteurs externes peuvent regrouper ce même type d'acteurs, sauf que ceux-ci ne font pas partie du fonctionnement interne du mouvement et gravitent plutôt autour, À titre d'exemple, selon Ancelovi (2013), à certaines occasions, en raison de la pression, « des acteurs institutionnels participent à des mouvements sociaux, comme, [...] lorsqu'un parti politique appelle à manifester pour une cause environnementale » (p.5). En d'autres termes, certaines alliances, voire certaines coalitions ou réseaux se forment parfois entre des acteurs internes et externes. D'après Lemieux (1998, p.35), les résultats d'un mouvement social peuvent être beaucoup plus importants lorsqu'il y a formation de coalitions. Ainsi, la force de la diversité d'acteurs peut-être une stratégie considérable.

Enfin, le concept de la structure et du fonctionnement interne des mouvements sociaux est important afin de comprendre l'identité commune que partagent les acteurs, mais aussi pour comprendre le fonctionnement de la formation de réseaux, d'alliances et de coalitions.

1.2.3. Les cadrages et le processus du cadrage des mouvements sociaux

La notion du cadrage est d'abord apparue sous l'influence d'Erving Goffman (1974) avec ses analyses et ses études empiriques en sociologie sur le sujet. Quelques années plus tard, Snow et Benford (1988 ; 1992 ; 2000) ont repris ce concept pour en faire un outil important dans l'analyse des mouvements sociaux en mettant l'accent sur l'aspect culturel, social et cognitif. Par ailleurs, McAdam, McCarthy et Zald (1996) estiment que le cadrage fait partie des facteurs principaux contribuant à l'action collective. Le processus du cadrage ou le *framing process* se définit comme : « [a] collective processes of interpretation, attribution, and social construction that mediate between opportunity and action » (McAdam, McCarthy et Zald, 1996, p.2). Comme le mentionnent Golsorkhi et ses collaborateurs (2011, p.83), le concept du cadrage permet de s'attarder aux dimensions cognitives et normatives de l'action des acteurs des mouvements sociaux pour ainsi analyser les mécanismes et les résultats des activités menées. La signification et l'interprétation deviennent donc une stratégie importante quant à l'engagement des individus et à l'émergence des mouvements sociaux (Golsorkhi et al. 2011, p.83). En effet, selon Snow et Benford (2000, p.264), le processus du cadrage peut aussi être utilisé non seulement pour faciliter le recrutement des membres, mais aussi pour acquérir des ressources. Enfin, les cadres de l'action collective et le processus de cadrage sont devenus tout aussi importants pour analyser et comprendre les dynamiques des mouvements sociaux, de même que la théorie de la mobilisation des ressources et du

processus d'opportunité politique (Benford et al., 2012, p.219). De fait, ces trois théories se révèlent centrales et essentielles à la compréhension des mouvements sociaux (Hudon et Poirier, 2011, p.126). Ainsi, en raison de la complexité des mouvements sociaux, certains chercheurs ont notamment parfois recours à une combinaison de ces trois approches (Morris et Mueller, 1992). La théorie du processus de cadrage complète les perspectives de ces deux autres approches qui mettent plutôt l'accent sur les facteurs internes et externes des mouvements sociaux (Hudon et Poirier, 2011, p.134) en adoptant un « tournant cognitif » dans l'analyse des mouvements sociaux (Benford et al., 2012, p.220).

1.3. Objectif et question de recherche

Alors que les mouvements sociaux pour le climat se multiplient, peu de travaux ont analysé le militantisme environnemental au Québec (Poirier et Savard, 2015, p.20). Ancelovici (2013, p. 15) mentionne notamment l'existence de lacunes importantes en ce qui concerne les études et les analyses longitudinales des manifestations au Québec et au Canada, et ce, contrairement à l'Europe où de nombreuses banques de données existent à cet effet. Dans ce contexte, il est important d'évaluer les approches et les outils utilisés dans les mobilisations sociales afin de déterminer leur efficacité (Westerhoff et al., 2018, p.368). Cette recherche répondra en partie à ces lacunes en s'attardant aux stratégies utilisées dans les mouvements sociaux pour le climat au Québec.

Cette présente étude permettra de mieux comprendre les éléments ayant contribué à l'avènement de la plus grande mobilisation de l'histoire du Québec, en l'occurrence : la manifestation pour le climat survenue à Montréal. Cette étude de cas permettra également de mieux comprendre les modalités et les stratégies mobilisées par les organisations et les

acteurs pour mobiliser la population autour de l'enjeu climatique, ainsi qu'analyser les stratégies de communication.

La question de la recherche est donc formulée de la manière suivante : quelles sont les stratégies de cadrage utilisées par certaines organisations militantes pour faciliter la mobilisation des parties prenantes dans le cadre de la manifestation de Montréal de 2019?

2. CADRE CONCEPTUEL

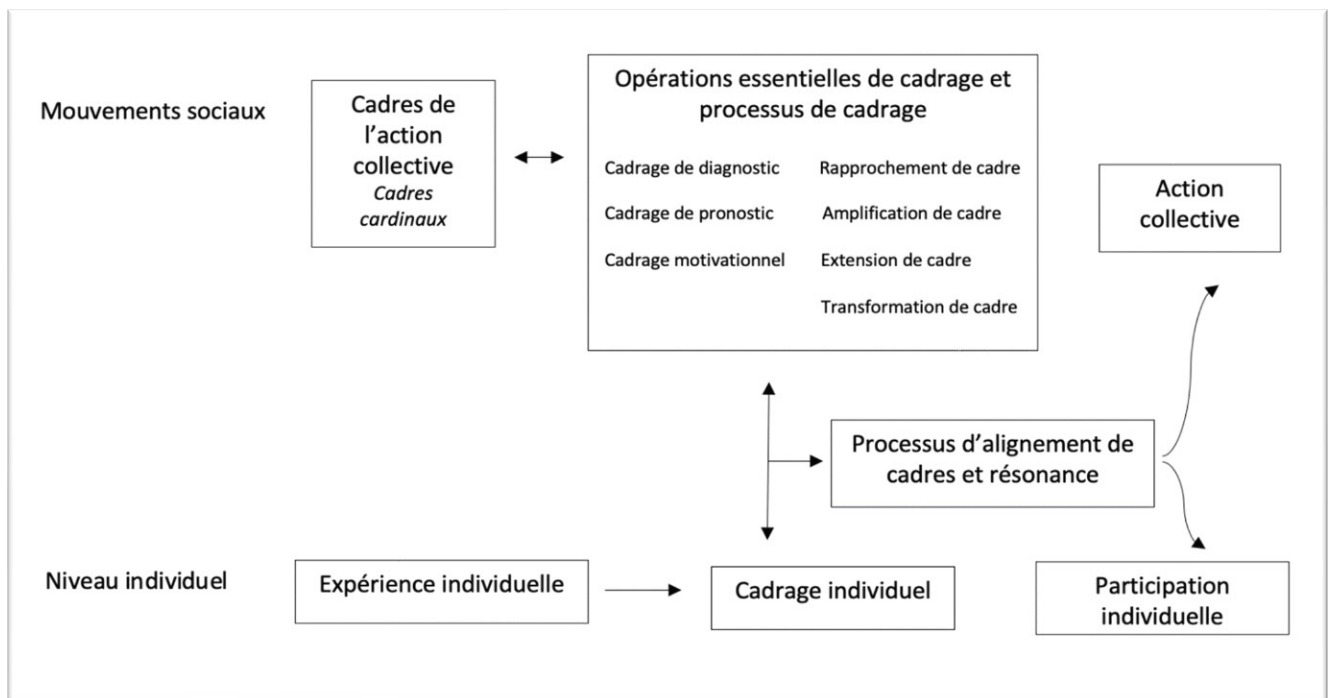
La mobilisation d'un cadre conceptuel est l'une des étapes les plus importantes dans un travail de recherche. En effet, elle permet de guider la recherche, d'organiser les connaissances et de situer l'étude dans un contexte particulier (Fortin et Gagnon, 2016, p.41). Elle permet aussi de faciliter l'analyse des données et l'interprétation des résultats (Fortin et Gagnon, 2016, p.101). Afin de répondre à la question de recherche, nous utiliserons un cadre conceptuel élaboré par Gahan et Pekarek (2013). Ce cadre s'inspire principalement des travaux en lien avec le processus de cadrage des mouvements sociaux (*framing process*).

Il existe plusieurs définitions de l'approche du cadrage. Pour cette recherche, nous avons retenu celle de Snow et Benford (1992), où ils définissent un cadrage comme : « an interpretive schemata that simplifies and condenses the "world out there" by selectively punctuating and encoding objects, situations, events, experiences, and sequences of actions » (p.137). En d'autres termes, le cadrage représente l'angle et le narratif choisis par les groupes sociaux et les acteurs afin de définir un problème public ou un enjeu et aussi afin d'arriver à un résultat souhaité.

Le cadre conceptuel mobilisé dans cette étude est inspiré de celui de Gahan et Pekarek (2013) (figure 1). Il est composé de différents niveaux : le niveau individuel, le niveau des mouvements sociaux ou de l'action collective et le niveau d'action stratégique. Dans le cadre de cette recherche, l'accent sera mis plus particulièrement sur la sphère des mouvements sociaux. Cependant, puisque la sphère individuelle est un principe de base quant au processus de cadrage, un survol de cette sphère sera présenté afin de mieux comprendre le contexte du cadre conceptuel. Ainsi, dans ce cadre, on retrouve des concepts pertinents tels que les cadres

des actions collectives (*collective action frames*), les opérations essentielles de cadrage (*core framing tasks*) et le processus d'alignement de cadres (*frame alignment*). Enfin, dans le but d'analyser et d'identifier les outils utilisés par les mouvements sociaux, Gahan et Pekarek (2013) développent notamment les éléments qui peuvent influencer les cadres.

Figure 1 – Processus de cadrage - carte conceptuelle



Source : Inspiré de Gahan, P. G. et Pekarek, A. (2013). « Social Movement Theory, Collective Action Frames and Union Theory: A Critique and Extension », *British Journal of Industrial Relations*, 51(4), pp. 754-776.

2.1. Le cadrage au niveau individuel

Afin de bien comprendre le cadrage de l'action collective, il faut savoir que toute participation individuelle se trouve à la base des mouvements sociaux et s'avère essentielle (Porta et Diani, 2006, p.131). Selon Snow et Benford (2000, p.624), le niveau individuel représente les individus qui tentent de construire leur propre agenda constitué d'un bassin de sentiments quelconques. En d'autres termes, selon Neveu (2005, p.93), les individus se servent des cadrages afin de localiser, percevoir, identifier, classer des événements et

situations qui surviennent dans leur environnement. Pour Gahan et Pekarek (2013), ce sont les événements et les expériences personnelles qui mènent à des cadres individuels, ce qui donne par la suite une motivation à ceux-ci pour s'engager dans une action collective.

2.2. Le cadrage au niveau des mouvements sociaux et de l'action collective

Le cadrage au niveau collectif ou organisationnel est en lien avec le comportement coordonné d'au moins deux personnes ou plus qui tentent de répondre à des objectifs individuels mutuellement communs (King, 2008, p.22). Ainsi, les regroupements impliquent généralement des individus qui partagent un ensemble de valeurs, de normes, de caractéristiques et d'identités communes (Tremblay et al., 2017, p.347).

2.2.1. Les cadres cardinaux

Snow et Benford (1992) introduisent le concept des cadres cardinaux (*master frames*) afin de pouvoir déterminer les actions des mouvements sociaux de façon idéologiquement plus large. Les cadres cardinaux sont des cadrages idéologiques plus larges et génériques, c'est-à-dire qu'ils ont une ouverture rendant possible leur utilisation dans plus d'une mobilisation ou dans des mouvements sociaux différents (Contamain, 2009, p.41). Benford (1997, p.414) identifie notamment des cadres cardinaux d'action collective que plusieurs auteurs considèrent comme assez importants en termes de capacité interprétative. Quelques exemples se retrouvent dans le cadre de Gahan et Pekarek (2013) : l'injustice, la démocratie, la protection et les droits. D'autres auteurs citent aussi l'autonomie de choix, la justice environnementale, le terrorisme sexuel comme cadres cardinaux (Benford et al., 2012, p.232). En résumé, Snow et Benford (1992) croient que les cadres cardinaux font souvent l'objet ou sont souvent des cadres inspirant de l'action collective. Cependant, il faut noter

qu'un cadre cardinal favorisant le succès d'une mobilisation ne doit pas être considéré comme étant fructueux pour tous les mouvements sociaux et toutes les organisations (Benford et al., 2012, p.232). Ainsi, comme le mentionnent Snow et Benford (1992), « les cadres principaux sont génériques ; les cadres d'action spécifiques sont dérivés » (p.138). En d'autres termes, les cadres cardinaux peuvent servir d'outil d'interprétation général que les mouvements sociaux peuvent utiliser pour créer des cadres d'action collective spécifiques à leur contexte (Snow et Benford, 1992, p.138).

2.2.2. Opérations essentielles de cadrage

En plus d'avoir une fonction cognitive, les cadres ont aussi une fonction stratégique. Snow et Benford (1988) identifient trois tâches fondamentales des cadres, c'est-à-dire trois opérations essentielles de cadrage (*core framing tasks*) interdépendantes qu'une action collective exécute en construisant un cadre. Selon Snow et Benford (1988), ces trois opérations essentielles de cadrage sont : le « cadrage de diagnostic » (*diagnostic framing*), le « cadrage de pronostic » (*prognostic framing*) et le « cadrage motivationnel » (*motivational framing*).

Le cadrage de diagnostic désigne l'identification et l'attribution des problèmes (Gahan et Pekarek, 2013, p.763). Le cadrage de pronostic est en lien avec la solution aux problèmes ou encore le plan ou les stratégies à mettre en place pour les affronter (Gahan et Pekarek, 2013, p.763). Le cadrage motivationnel fait référence à l'action. En d'autres termes, cette opération essentielle de cadrage sert à fournir aux adhérents une justification et une motivation convaincantes pour engager et soutenir la participation (Gahan et Pekarek, 2013, p.763).

En résumé, comme le mentionnent Gahan et Pekarek (2013), « together, these serve to identify a situation as critical; provide causal attribution for the problem; and identify solutions and a rationale for the chosen course of action » (p.762).

2.2.3. Processus d’alignement de cadres et résonance

2.2.3.1. *Alignement des cadres*

Le concept du processus d’alignement de cadres de Snow et ses collaborateurs (1986) fait référence au processus stratégique associé au cadre que les mouvements utilisent. Plus précisément, ces auteurs s’intéressent aux cadres utilisés par les mouvements sociaux « en vue d’un objectif spécifique – pour recruter de nouveaux membres, pour mobiliser des adhérents, pour acquérir des ressources, etc. » (Benford et al., 2012, p.239). En effet, selon Snow et ses collaborateurs (2018, p.400), ces efforts stratégiques ont aussi pour but de se lier à certains fournisseurs de ressources afin qu’ils contribuent d’une manière ou d’une autre aux activités du mouvement. Ainsi, ces stratégies, c’est-à-dire ces intérêts et ces orientations interprétatives que les mouvements essaient de rapprocher avec celles de leurs membres potentiels, dépendent de l’un des processus d’alignement du cadre suivant (Gahan et Pekarek, 2013, p.763).

Les auteurs identifient quatre principaux processus d’alignement : le rapprochement de cadre (*frame bridging*), l’amplification de cadre (*frame amplification*), l’extension de cadre (*frame extension*) et la transformation de cadre (*frame transformation*) (Benford et al., 2012, p.239).

Selon Snow et ses collaborateurs (1986), le rapprochement de cadres est la principale forme d’alignement des cadres (p.468). D’après ces auteurs, ce concept fait référence à la

connexion entre deux ou plusieurs cadres d'un problème particulier qui sont idéologiquement congruents, mais structurellement déconnectés concernant une question particulière (Benford et al., 2012, p.239). Le rapprochement de cadre a donc pour but de lier le cadre principal d'un mouvement avec un cadre ayant une résonance plus grande au sein de la société (Snow et al. 2018, p.401). Le rapprochement de cadres peut se faire au niveau individuel et organisationnel où deux ou plusieurs individus ou mouvements sociaux alignent leur agenda respectif pour faire avancer une cause (Gahan et Pekarek, 2013, p.763). Comme le mentionnent Benford et ses collaborateurs (2012), ce concept met « en rapport une organisation et un ensemble d'individus sensibilisés, mais non mobilisés » (p.240). En d'autres termes, le concept de rapprochement des cadres permet d'identifier et d'étudier la formation d'alliances entre les acteurs (Gahan et Pekarek, 2013, p.763).

L'amplification de cadre consiste à mettre en valeur des cadres qui n'ont pas été traduits par aucune action collective et qui sont importants pour les potentiels adhérents (Snow et al. 1986, p.469). En d'autres termes, comme le mentionnent Benford et ses collaborateurs (2012), ce concept consiste « à idéaliser, embellir, clarifier ou vivifier des valeurs ou des croyances existantes » (p.240). Selon Snow et ses collaborateurs (2018, p.400), ceci est effectué dans le but que ces valeurs deviennent plus dominantes que les croyances existantes. Enfin, l'amplification de cadre est considérée comme étant la stratégie d'alignement la plus résonante puisqu'elle élève les valeurs et croyances existantes plutôt que de simplement les étendre ou les changer (Snow et al., 2018, p.400).

L'extension de cadre se résume à une tactique qu'utilisent les mouvements sociaux pour élargir et pour aller au-delà de leurs cadres et leurs intérêts primaires de façon à inclure les préoccupations d'autres adhérents en les présentant comme étant mutuellement compatibles

(Gahan et Pekarek, 2013, p.764). Comme le mentionnent Snow et ses collaborateurs (2018, p. 401), cette stratégie d'alignement est aussi responsable de la formation de coalitions. Ces dernières donnent notamment l'exemple des mouvements sociaux de l'environnement qui sont passés de cadres principalement axés sur les groupes les plus touchés par les répercussions et les risques environnementaux à des mouvements en lien avec un cadre représentant la justice climatique (Snow et al., 2018, p.401).

La transformation de cadre représente le dernier processus stratégique d'alignement et a pour nature de changer ou créer de nouvelles significations aux cadres existants (Benford et al., 2012, p.241). Ainsi, cette transformation de cadre sert à changer les perspectives antérieures des individus et de la collectivité dans le but que les choses soient perçues différemment (Snow, 2018, p.401).

2.2.3.2. Résonance

D'après Snow et Benford (1988), le concept de la résonance du cadre sert à expliquer l'efficacité des stratégies de cadrage et de communication. En effet, les cadres qui « résonnent » davantage contribuent de meilleure façon à l'atteinte des objectifs des mouvements sociaux (Gahan et Pekarek, 2013, p.765). Il existe deux facteurs qui déterminent la résonance : la crédibilité et la saillance.

La crédibilité repose sur trois facteurs. Le premier est la cohérence du cadre qui fait référence à la consistance des différents cadres, croyances, intérêts et revendications que peuvent avoir les mouvements sociaux (Benford et al., 2012, p. 233). Le deuxième facteur qui peut affecter la crédibilité d'un cadre est la plausibilité, plus précisément, la plausibilité empirique d'un cadre. En d'autres termes, il s'agit des liens et des preuves tangibles qu'il est

possible d'effectuer entre les cadres et les événements du monde (Benford et al., 2012, p.234). Le troisième facteur affectant la crédibilité d'un cadre est la crédibilité de ceux qui l'utilisent, c'est-à-dire que les revendicateurs peuvent avoir beaucoup plus de force de persuasion s'ils sont considérés comme ayant une certaine expertise ou connaissance en lien avec le sujet ou la revendication (Benford et al., 2012, p.234).

La résonance des cadres est aussi influencée par la saillance aux yeux des personnes ciblées par la mobilisation (Benford et al., 2012, p.235). Le concept de la saillance repose aussi sur trois facteurs principaux. Le premier étant la centralité, qui fait référence à l'effet que peuvent avoir les valeurs ou les idées lorsqu'elles sont centralisées plutôt que dans les idéologies extrêmes (Benford et al., 2012, p.235). Deuxièmement, la commensurabilité affecte aussi la résonance, dans la mesure où les cadrages d'un mouvement doivent se rapprocher de l'expérience des cibles de la mobilisation extrêmes (Benford et al., 2012, p.235). Le dernier facteur, qui est la fidélité narrative, est en lien avec la résonance culturelle et les cadres (Benford et al., 2012, p.235). Afin de vérifier la fidélité narrative, Benford et ses collaborateurs (2012, p.236) proposent de poser les questions suivantes : « dans quelle mesure les cadrages disponibles entrent-ils culturellement en résonance ? » ou « dans quelle mesure entrent-ils en résonance avec les narrations culturelles de ceux auxquels ils s'adressent ? ».

3. MÉTHODOLOGIE

Cette étude vise à mieux comprendre les stratégies de cadrage utilisées par certaines organisations militantes pour faciliter la mobilisation des parties prenantes dans le cadre de la manifestation de Montréal de 2019. Afin de répondre à ces objectifs, une méthodologie a été mise sur pied. Ce chapitre présente la méthode de recherche utilisée pour la réalisation de cette recherche.

3.1. L'étude de cas

Dans leur ouvrage, Fortin et Gagnon (2016, p.211) avancent que l'étude de cas permet d'expliquer les phénomènes de manière approfondie. Pour Roy (2009, p.202), c'est la stratégie la plus appropriée pour étudier des phénomènes nouveaux. Il mentionne également que l'étude de cas est la meilleure méthode à utiliser dans un contexte d'analyse de groupes de pression ou de mouvements sociaux. Une des faiblesses de cette approche est sa faible capacité à généraliser les résultats (e.g. Roy, 2006). Cependant, comme le mentionne Tracy (2010), il est tout de même possible de répondre au critère de transférabilité, soit la capacité à comparer des phénomènes semblables entre eux. Selon Tracy (2010): « transferability is achieved when readers feel as though the story of the research overlaps with their own situation and they intuitively transfer the research to their own action » (p.845). L'approche des cas peut donc servir de repère pour d'autres recherches portant sur les mouvements sociaux des jeunes pour le climat.

3.2. Méthode de collecte de données

Deux méthodes de collecte de données ont été mobilisées dans le cadre de cette recherche afin de pouvoir appliquer correctement le cadre conceptuel et les concepts importants. Il s'agit de l'entretien semi-dirigé et de l'analyse documentaire.

La méthode de collecte de données principale a été effectuée avec l'entretien auprès de participants clés. Plus précisément, il s'agit d'entretiens semi-dirigés avec des militants faisant partie d'organisations ou de groupes ayant contribué à l'aboutissement du mouvement et de la grande mobilisation historique de Montréal en 2019. Cette méthode a été choisie parce que les entretiens semi-dirigés laissent une certaine liberté de réponse aux participants et permettent, en même temps, d'orienter la discussion selon les éléments recherchés, ce qui aide à mieux comprendre le phénomène étudié (Savoie-Zajc, 2009, p.340). Un guide d'entretien (voir annexe 1) a été conçu afin de mettre en lumière les éléments pertinents pour répondre à la question de recherche. Ce guide d'entretien a été séparé en plusieurs thèmes. D'ailleurs, certaines questions ont été posées dans le but de se familiariser avec le contexte de ce mouvement. Ainsi, certaines questions et des thèmes n'ont pas été retenus dans le cadre de ce mémoire. Ils ont malgré tout été utiles pour sensibiliser et informer la chercheuse sur le contexte entourant le cas à l'étude. Par ailleurs, compte tenu de la pandémie de la COVID-19, les entretiens semi-dirigés ont été réalisés de façon virtuelle, à l'aide d'un système d'appel vidéo sur la plateforme Teams, à l'exception d'un entretien qui a été effectué au téléphone. Les entretiens ont duré approximativement 60 minutes chacun. Selon une étude menée par Archibald et ses collaborateurs (2019), les plateformes de vidéoconférence sont bénéfiques pour les recherches qualitatives, comparativement aux entrevues face à face ou au téléphone,

et ce, en raison de leur facilité d'utilisation, leurs fonctionnalités, leurs options de sécurité et leurs coûts peu élevés (Archibald et al., 2019, p.1). L'utilisation de ce genre de plateforme permet aussi de tenir compte des expressions faciales lors des entretiens, soit un critère très important dans la collecte de données d'entretien (Archibald et al., 2019, p.4).

En plus d'avoir effectué des entretiens semi-dirigés, une analyse documentaire a été réalisée dans le cadre de ce mémoire. Elle a reposé principalement sur l'analyse de la littérature grise. Cette littérature est constituée de matériel de recherche composé de documentations, de travaux non publiés, de rapports et même d'informations provenant d'Internet ou des réseaux sociaux. En d'autres termes, il s'agit d'informations non contrôlées par des maisons d'édition ou par le billet académique (Schöpfel, 2015). On retrouve notamment les études cliniques, les publications gouvernementales, les dépôts institutionnels et les réseaux sociaux, etc. Ce genre de documentation est notamment connue pour sa richesse en ce qui a trait aux données, aux résultats et à la synthèse, en plus de sa proximité avec le terrain (Schöpfel, 2015, p.29). D'ailleurs, les réseaux sociaux sont maintenant une source importante et essentielle à la collecte d'informations (Séguin, 2015, p.15). Dans le cadre de cette recherche, plusieurs types de documents et de sources d'information ont été utilisés à des fins de validation : les publications sur les réseaux sociaux des différentes organisations militantes, les rapports de ces organisations, les communiqués de presse, les argumentaires de grèves, les sites Web de ces organisations, les capsules vidéo, les pétitions en ligne, etc. Enfin, l'utilisation de cette méthode a permis, entre autres, de mieux comprendre les stratégies utilisées par les groupes militants et a également servi de source de validation de certains faits recueillis lors des entretiens. Enfin, en plus d'avoir servi à valider certaines

données issues des entretiens, les documents recueillis de la littérature grise ont aussi servi à faire des analyses documentaires pour valider et identifier les stratégies de cadrage et de communication.

3.3. Sélection des répondants et des documents

Comme le mentionne Savoie-Zajc (2006), il est important que les participants soient sélectionnés en tenant compte de leurs compétences et de leurs connaissances. Dans le cas étudié, il a été particulièrement important que les participants possèdent une connaissance accrue de l'organisation de la manifestation. En ce qui a trait à la sélection des interviewés, il a d'abord été question d'un échantillon par choix raisonné où seulement des organismes clés ayant fait partie du mouvement à l'étude ont été considérés. Cette liste (voir annexe 2) a notamment été élaborée à partir d'une recherche et d'une analyse des réseaux sociaux utilisés par les organisateurs des événements créés en ligne. Pour appuyer la sélection des participants potentiels, une deuxième liste (voir annexe 3) identifiant des individus spécifiques ainsi que leurs informations a été fournie par un contact clé travaillant en collaboration avec les organisateurs de cette manifestation. En effet, une discussion informelle a eu lieu avec ce contact clé avant la collecte de données. Par la suite, c'est lors d'entretiens semi-dirigés avec quelques-uns de ces participants que certains répondants ont conseillé d'autres individus. Cette méthode qui fait référence à la méthode d'échantillonnage « boule de neige » a été utile puisqu'elle a permis d'identifier d'autres participants grâce aux suggestions de participants initialement interviewés qui ont suggéré de nouveaux enquêtés. Ainsi, ceci a d'ailleurs aidé à mieux comprendre les réseaux d'acteurs existants autour de ce mouvement (Fortin et

Gagnon, 2010, p.236). En tout, 15 personnes clés ont été contactées et 9 ont accepté de s'entretenir avec la chercheuse. Le tableau 1 illustre les participants ayant pris part à l'étude.

Tableau 1 – Résumé des participants

Types d'organisations	Nom de l'organisation	Nombre de personnes invitées	Nombre de participants
Syndicat	Confédération des syndicats nationaux (CSN)	2	1
Syndicat	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	1	1
Organisation étudiante	La planète s'invite à l'Université	3	2
Organisation étudiante	Pour le Futur Montréal	1	1
Collectif citoyen	La planète s'invite au Parlement	2	2
OBNL	Fondation David Suzuki	3	2
ONG	Greenpeace	2	0
Alliance / Pacte	Le Pacte et Front commun pour la transition énergétique	1	0
Total		15	9

Enfin, comme le mentionnent Fortin et Gagnon (2016, p.262), il a été important de tenir compte des critères d'inclusion et d'exclusion afin de caractériser notre cible. Ainsi, dans notre recherche, le critère d'inclusion et d'exclusion principal était d'être une organisation ayant participé au mouvement #fridayforfuture (FFF) ainsi qu'au mouvement de grèves pour le climat, plus précisément à l'avènement de la grande manifestation de Montréal. En d'autres termes, les individus devaient faire partie d'un organisme ou collectif et avoir participé à la planification et l'organisation de cette manifestation. D'autre part, les participants devaient aussi être âgés d'au moins 18 ans.

En ce qui concerne la sélection des documents, ils ont été repérés de façon différente. En effet, certains documents proviennent de sites Internet ou encore des réseaux sociaux des organisations militantes, alors que d'autres ont été fournis par des répondants pour donner

suite aux entretiens. D'ailleurs, les différents documents issus des réseaux sociaux ou des sites Internet sont des documents et des données externes qui ont permis de confirmer les différents types et stratégies en lien avec les cadrages ainsi que l'opérationnalisation des cadrages. Par ailleurs, les documents internes fournis par certains répondants constituent des éléments et de la documentation clé ayant permis de mieux comprendre le fonctionnement de la coalition responsable de l'organisation de la manifestation en plus de mieux comprendre leur stratégie en lien avec les cadrages. Le tableau 2 présente une synthèse des types et du nombre de documents internes et externes répertoriés. Plus précisément, les documents internes illustrés dans le tableau suivant représentent des données secondaires ayant été utilisées à des fins de consultation seulement ou encore ayant été considérées pour l'analyse et la présentation des résultats. Pour ce qui est des documents externes identifiés dans le tableau ci-dessous, puisqu'il existe de nombreuses publications sur les sites Internet, les réseaux sociaux ou encore dans les journaux, seule la documentation considérée et incluse dans la présentation des résultats a été identifiée.

Tableau 2 – Types de documents internes et externes

Types de documents internes	Nombre utilisé pour l'analyse
Rapports organisationnels	4
Argumentaires de grève	2
Lettre destinée à Greta Thunberg	1
Communiqué de presse	6
Liste de responsables de l'organisation interne de la manifestation	2
Foire aux questions	1
Mandat des comités internes de la coalition responsable de la manifestation	4
Compte-rendu de rencontre d'organisation en vue de la mobilisation du 27 septembre 2019	4
Résumé de rencontre avec le ministre Benoît Charette	1
Document pour campagne de sensibilisation ou mobilisation	6

Types de documents externes	
Réseaux sociaux des organisations responsables de la planification de la manifestation	7
Site Internet des organisations responsables de la planification de la manifestation	4
Articles de presse	4

3.4. Méthode d'analyse

Dans le cadre de cette recherche, l'analyse des données est qualitative. La majorité des données provient des entretiens semi-dirigés et des documents internes et externes.

En ce qui a trait à la collecte des données brutes des entrevues, la chercheuse a dû effectuer la transcription des entretiens par la méthode de « verbatim ». Ces données brutes ont été recueillies principalement à l'aide d'enregistrements et de documents qui ont par la suite été catégorisés en thématiques en utilisant la méthode de codification afin d'ordonner et de résumer les données. Cette tâche a été réalisée à l'aide du logiciel d'analyse de données qualitative NVIVO version 12. La chercheuse a d'abord débuté en créant un arbre de codification de façon déductive, c'est-à-dire à l'aide de catégories analytiques prédéterminées par un cadre conceptuel dans le but de faire ressortir les grandes catégories (Pope, Ziebland, et Mays, 2000, p.116). Par la suite, des sous-catégories ont été développées inductivement à l'aide des données des entretiens. L'utilisation de l'analyse inductive, dans ce cas, a permis de donner un sens aux données en ayant une vision holistique du phénomène en passant du spécifique au général (Blais et Martineau, 2006, p.5-6). Pour Blais et Martineau (2006, p.6), il y a plusieurs étapes à suivre afin d'entreprendre une démarche d'analyse inductive intégrant à la fois la codification et la réduction des données. Ces étapes ont notamment eu lieu dans le cadre de cette recherche : préparer les données brutes, procéder à une écoute attentive et approfondie des entrevues, identifier et décrire les premières

catégories pour enfin raffiner ces dernières en créant des sous-catégories (Blais et Martineau, 2006, p.6). Cette liste de codes et de thèmes émerge des données brutes recueillies lors des entretiens. Le tableau 3 présente l'arbre de codification avec les principaux sous-thèmes.

Tableau 3 – Arbre de codification

Thèmes	Sous-thèmes	Nombre de codes
Cadres	Types de discours, cadrage, Instrumentalisation	6
Opportunités	Types d'opportunités, facteurs externes	8
Base organisationnelle	Types d'acteurs, liens, alliances, coopération	9
Action collective et stratégies	Stratégies d'action collective	3
Ressources	Ressources humaines, ressources matérielles	7
Stratégies de communication	Communications technologiques, communications traditionnelles, fonctions, audience, connaissances	6
Total		39

3.5. Stratégie de validation

Dans la recherche qualitative, la validité est un élément important pour s'assurer de la qualité de l'étude (Humble 2009). Il est possible d'utiliser différentes méthodes de collecte de données afin d'améliorer la validité de la recherche. Ainsi, dans le cadre de cette recherche, nous avons combiné deux méthodes, soit l'entretien semi-dirigé ainsi que l'analyse documentaire afin de maximiser la validité. Cette triangulation des données permet de diversifier les sources de matériel pour corroborer des informations (Gaudet et Robert, 2018, p.108). Comme le mentionne Tracy (2010), « triangulation in qualitative research assumes that if two or more sources of data, theoretical frameworks, types of data collected, or researchers converge on the same conclusion, then the conclusion is more credible » (p.843).

3.6. Considération éthique

Les considérations éthiques ont été des éléments à tenir en compte tout le long de la recherche. Il a aussi été important, pendant les entrevues, d'établir un lien de confiance et une bonne relation avec les personnes interrogées. Par conséquent, il a fallu s'assurer de la confidentialité et de l'anonymat dans tout le processus, notamment dans toutes les étapes en lien avec l'utilisation des réseaux sociaux (comme type de données). Ainsi, afin d'éviter de rencontrer certains risques en lien avec les considérations éthiques, il a été nécessaire de faire évaluer la recherche par le comité d'éthique avant d'entreprendre une quelconque activité afin de vérifier si elle respecte la Politique d'intégrité et d'éthique en recherche et sur les conflits d'intérêts conformément au CER-ENAP (voir annexe 4). Tous les participants ont signé un formulaire de consentement avant leur entretien (voir annexe 5). Lors des entrevues, la chercheuse a pris soin de mentionner aux participants que l'entretien était strictement volontaire et confidentiel. Des instructions et de l'information, compte tenu de l'entretien, ont aussi été détaillées au début de chaque entrevue.

4. RÉSULTATS

Dans ce chapitre, les informations provenant des entretiens ainsi que les données collectées grâce à l'analyse documentaire sont présentées. À titre de rappel, cette recherche vise à mieux comprendre les stratégies mobilisées par les organisations et les acteurs en ce qui a trait à la planification de la manifestation de Montréal en 2019. À cet effet, les thèmes principaux retenus pour répondre à la question de recherche sont : les actions collectives antérieures, le fonctionnement organisationnel et les cadrages.

Afin de mieux comprendre le cas étudié, ce chapitre présente le contexte de l'étude et il commence avec une section portant sur les actions collectives antérieures au mouvement. Ce chapitre sur le contexte aborde notamment le fonctionnement interne de l'organisation de la manifestation. L'objectif est de présenter une vue d'ensemble des acteurs clés et des processus mis en place pour organiser la manifestation. Par la suite, les principaux types de cadrages employés par les acteurs responsables de la manifestation ainsi que le processus de cadrage et leur utilisation stratégique dans le contexte de ce mouvement et de l'organisation de la manifestation de Montréal sont présentés.

4.1. Contexte de l'étude

Cette section présente des informations liées au contexte du mouvement afin de faciliter la compréhension du lecteur.

4.1.1. Actions collectives antérieures

Bien que cette étude de cas traite des mouvements sociaux des jeunes pour le climat, plus particulièrement le cas de la manifestation de Montréal en septembre 2019, il est important

de comprendre le contexte et les différentes actions collectives ayant mené à cette journée de manifestation historique. En discutant avec les répondants, bon nombre d'entre eux ont mentionné que la série d'actions collectives ayant précédé la manifestation du 27 septembre a joué un rôle important dans le succès de cette journée. En d'autres termes, la grande manifestation de Montréal est le fruit d'un long travail de mobilisation s'étant échelonné pendant plus d'un an.

Les actions ont débuté à l'automne 2018 avec la création du collectif *La Planète s'invite au Parlement*, qui regroupe des citoyens bénévoles indépendants. Plus précisément, le collectif a pris forme durant la campagne électorale québécoise en 2018, et ce, à travers de simples échanges sur Facebook (voir annexe 6). Pour donner suite à ces premières interactions, quelques citoyens se sont réunis pour organiser une première manifestation afin de revendiquer la cause climatique. En décembre 2018, *La planète s'invite au Parlement* a joint le mouvement international *Earth Strike*, notamment appuyé par *Fridays for Future*, faisant appel à une grève mondiale pour l'action climatique. Dans la même veine, quelques organisations syndicales se sont jointes au mouvement d'*Earth Strike* et ont entrepris des tournées régionales afin de trouver des moyens d'action pour une transition juste. Dans la même période, le mouvement étudiant a pris forme. Trois collectifs étudiants, soit *Pour le Futur*, *Le Devoir environnemental collectif* et *La Planète s'invite à l'Université* ont organisé une première manifestation le 15 mars 2019 (Climatoscope, 2019). D'après une lettre destinée à Greta Thunberg, les acteurs du mouvement affirment que le 15 mars 2019, 120 associations étudiantes, représentant environ 38 établissements d'enseignement supérieur, ont voté la grève pour le climat, interrompant ainsi les cours. À Montréal, ce sont

150 000 personnes qui ont marché dans les rues cette journée-là (Radio-Canada, 2019). Par ailleurs, dans la même période, le collectif *Pour le Futur* a organisé plus de 14 manifestations pour les écoles secondaires (Argumentaire de grève, 2019). Un répondant explique notamment comment tous ces modes d'action des collectifs de citoyens et de syndicats se sont complétés avec les événements du mouvement étudiant dans la même période :

Nous, notre rôle, là où on a été plus actifs, ça a été pendant toute l'année 2019 à faire une tournée syndicale pour inviter des syndicats de différents milieux à voter une journée de grève climatique. Bon, en fait, on a lancé cet appel-là avant même les premières grèves climatiques étudiantes. À partir du moment où le mouvement étudiant a développé cette visibilité là où l'idée des vendredis pour le climat autour de Greta Thunberg aussi s'est développée. Au printemps 2019, c'est venu renforcer cette idée-là, mais notre objectif au départ, c'était d'aller chercher des grèves syndicales, donc on a fait pendant toute l'année une tournée (Répondant 1).

D'après un rapport bisannuel de la coalition regroupant ces trois collectifs étudiants, plusieurs activités de préparation ont eu lieu durant l'été 2019 (Rapport bisannuel 2019). D'après l'analyse de données documentaires, en mai 2019, ces trois collectifs étudiants ont campé devant l'hôtel du centre-ville de Montréal, où la Coalition Avenir Québec s'était réunie pour un congrès (Le Devoir, 2019). Cette action avait été posée dans le but de rencontrer le Premier ministre Legault, le ministre de l'Environnement ainsi que le ministre de l'Éducation, afin de faire entendre leur cause et partager leur mécontentement face à l'inaction du gouvernement québécois (Le Devoir, 2019). Par ailleurs, ces trois collectifs étudiants ont aussi tenu un camp de formation estival durant l'été afin de discuter du futur du mouvement (Rapport bisannuel, 2019). De plus, en août 2019, les membres de *Pour le Futur*, du *Devoir environnemental collectif* et de la *Planète s'invite à l'université* se sont rassemblés lors d'un congrès de fondation afin de mettre sur pied les buts, principes et modes d'action

de la coalition. Un répondant mentionne notamment ces événements : « [...] on se réunissait en congrès étudiant et il y avait aussi des ateliers-conférences » (Répondant 4). Par conséquent, ces événements ont aidé à organiser la manifestation. Lors des entretiens, d'autres répondants ont notamment expliqué comment le mouvement est né et comment différents événements ont mené au 27 septembre :

Il y a quelque chose qui s'est construit en 2018 et en 2019. Ces événements sont venus nourrir le mouvement. Il y a eu ensuite de ça le début du mouvement étudiant qui a commencé à se structurer. Il y a eu à l'international, l'appel du mouvement Strike et ensuite de ça, la création de Fridays for Future, la création d'extinction rébellion. Tout ça s'est fait en quelques mois et tous ces éléments-là ont favorisé la création d'un contexte qui a permis à septembre 2019 d'être ce qu'il a été. Évidemment, la mobilisation de grève des étudiants aussi, en mars 2019. Le 15 mars 2019 a été la première grève climatique organisée au Québec. Ça aussi, c'est venu installer une espèce de précédent sur lequel on a pu construire. C'est sûr qu'à partir du moment où les étudiants ont fait leur grève, en mars 2019, après ça, la réceptivité des syndicats était plus grande aussi. (Répondant 1).

Je pense que la manifestation n'aurait jamais eu l'ampleur qu'elle a eue si on n'avait pas été dans les rues des mois auparavant chaque semaine [...]. C'est une manifestation qui s'inscrivait dans une escalade puis dans un mouvement plus large, donc toutes les actions qui avaient eu lieu au printemps comme la manifestation du 15 mars. C'est vraiment important de voir le processus qui s'inscrit dans la durée pour comprendre comment ça a été rendu possible. Il y avait déjà eu des grèves les vendredis au secondaire aussi. Elles avaient mené au 15 mars et le 15 mars, ont mené au 27 septembre. Puis je veux dire, c'est ce qui a rendu possible le 27 septembre, c'est qu'on en parlait depuis le mois de février. (Répondant 2).

Comme le mentionne le répondant 1, les centrales syndicales se sont aussi mobilisées à la suite de la grève étudiante au début de l'année 2019. Il est possible de voir ce soutien et cette mobilisation grâce à certaines publications sur les réseaux sociaux d'une des centrales syndicales, par exemple (voir annexe 7). De même, il est possible de trouver une autre publication sur les réseaux sociaux où l'on peut voir les organisations syndicales inviter la population et les travailleurs et travailleuses à manifester (voir annexe 8). Lors du

27 septembre 2019, la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ) et ses syndicats affiliés ont aussi montré leur soutien par divers moyens, que ce soit par la mobilisation, la grève, la sensibilisation ou l'organisation d'activités en milieu de travail. Selon l'analyse des données documentaires, 11 syndicats dont 10 syndicats de professeurs et d'enseignants d'établissement scolaire ont voté un mandat de grève sociale pour le 27 septembre. Ce geste a permis de libérer 600 000 employés québécois afin de participer à cette journée (La planète s'invite au Parlement, 2019). De même, la plupart des établissements d'enseignement ainsi que les commissions scolaires ont décrété une journée pédagogique institutionnelle afin de favoriser la participation des élèves et des enseignants à la manifestation du 27 septembre. Au CÉGEP et dans les universités, la majorité des établissements ont aussi suspendu leurs cours en après-midi en soutien à la cause de la lutte contre les changements climatiques. Plus de 200 000 étudiants ont notamment répondu à l'appel d'une grève formelle pour le climat (Rapport bisannuel, 2019).

Enfin, tous ces événements et ces modes d'action provenant de plusieurs groupes d'acteurs et de divers secteurs ont créé une synergie contribuant au mouvement de grève pour le climat.

4.1.2. Fonctionnement organisationnel de la manifestation

Cette section sert à mieux comprendre le fonctionnement interne de l'organisation de la manifestation ainsi que présenter une vue d'ensemble des acteurs clés responsables de l'organisation de la manifestation.

4.1.2.1. *Fonctionnement interne de l'organisation de la manifestation*

Il est important de savoir qu'afin de planifier cette journée et les événements qui entourent cette manifestation, les différentes organisations et divers acteurs se sont rencontrés régulièrement autour d'une table de concertation. Ainsi, plusieurs acteurs et organisations ont siégé à la table de concertation de cette journée. Elle est l'équivalent de réunions de coordination et de planifications. Plus précisément, ces réunions étaient divisées en trois comités principaux : le comité de communication, le comité de mobilisation et le comité de logistique. Certaines données recueillies dans la littérature grise, soit des documents internes, permettent de mieux comprendre le mandat général de chaque comité. D'après ces documents, le comité de communication avait pour but d'élaborer les tactiques médiatiques, de supporter et d'appuyer les porte-parole pour les discours lors des événements publics, d'animer les comptes de réseaux sociaux, de faciliter la création de matériel d'information par la création de vidéos, photos, journaux, visant à être diffusés au public, etc. Le comité de mobilisation avait pour but de s'occuper des campagnes, du recrutement de militants, de l'organisation d'actions, des stratégies et des opportunités. Enfin, le comité de logistique s'est occupé des ressources, de la sécurité et de tout ce qui est en lien avec la préparation de l'événement (Mandat des comités, 2019). Par ailleurs, à la suite des entretiens, les répondants ont été consultés afin de pouvoir confirmer de plus amples informations en lien avec les rencontres de planification ainsi que le nombre de participants présents à ces réunions. Ainsi, il a été confirmé que ce ne sont pas toutes les rencontres qui ont été documentées et répertoriées et il n'y avait pas de compte-rendu pour chaque réunion. Selon les documents internes analysés, il est possible de mentionner qu'au moins six rencontres ont eu lieu entre le mois de juillet et de septembre 2019.

En ce qui concerne la base organisationnelle, soit l'ensemble des différents acteurs internes et des parties prenantes ayant évolué dans le mouvement social étudié, il est important de mentionner que, malgré le fait que la manifestation du 27 septembre à Montréal soit souvent identifiée comme étant un mouvement étudiant, plusieurs autres types d'acteurs ont contribué et appuyé ce mouvement. Ce regroupement, voire cette coalition d'acteurs regroupe des individus partageant des valeurs, des normes ou encore une identité commune. Cette diversité d'acteurs est un sujet soulevé à maintes reprises par les répondants. Afin de bien comprendre le contexte de ce mouvement, il est opportun de mettre en exergue cette tendance. Le succès et le nombre exceptionnel de participants à cette manifestation s'expliquent entre autres par le fait que plusieurs types d'acteurs provenant de différents secteurs ont participé à l'organisation de cette manifestation, ce qui a notamment aidé à mobiliser une variété de participants à la manifestation. Ce phénomène est expliqué par un répondant :

Toutes les personnes qui étaient autour de la table, ça faisait vraiment que chacun mobilise son propre secteur. C'est vraiment tous ces liens-là qui ont été noués. Ce travail d'arrimer nos énergies finalement pour que chaque secteur soit mobilisé a permis qu'on atteigne une telle manifestation (Répondant 4).

D'ailleurs, lors de la rencontre bilan qui a servi à faire le point sur la manifestation du 27 septembre, les acteurs internes responsables de l'organisation de la manifestation ont mentionné que cette diversité d'acteurs a été un élément déterminant au succès de cette manifestation, et ce, puisque c'était différent des pratiques habituelles :

C'est du jamais vu. On a débordé largement les assises traditionnelles de nos mouvements respectifs. Il s'est passé quelque chose qu'on n'avait pas vu venir. Le milieu s'organise de lui-même, il ne faut pas sous-estimer ce qui se passe, car on sort de nos lieux traditionnels. C'est quelque chose de nouveau qu'on doit utiliser. Il faut continuer d'alimenter les gens (Rencontre bilan et perspectives du 27 septembre).

Cette diversité d'acteurs s'est notamment traduite par de nombreux acteurs internes responsables de l'organisation, mais aussi par des acteurs externes qui ont contribué de différentes manières. Ainsi, divers liens et alliances, voire des coalitions se sont formés dans le seul but d'atteindre un objectif. D'ailleurs, il est possible de distinguer les acteurs internes et externes. Les acteurs internes sont ceux faisant partie de l'organisation de la manifestation de Montréal tandis que les externes sont ceux ayant appuyé ou contribué au mouvement sans être directement impliqués dans les activités de la table de concertation. Dans le cadre de cette étude, afin de répondre à la question de recherche, l'intérêt est prêté aux acteurs internes de l'organisation de la manifestation.

4.1.2.2. Acteurs internes de l'organisation de la manifestation

Selon des propos recueillis lors des entretiens, parmi les acteurs responsables de l'organisation, on compte principalement des collectifs citoyens, des collectifs étudiants, des organisations syndicales des organisations non gouvernementales (ONG), des organismes à but non lucratif (OBNL), des organismes du secteur communautaire, des organismes du secteur de la santé. Le tableau 4 présente une liste d'acteurs impliqués dans l'organisation de ce mouvement et/ou présents lors des rencontres de planification à la table de concertation.

Tableau 4 – Principaux acteurs internes

Types d'organisations ou acteurs	Principaux acteurs
Syndicats	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) Confédération des syndicats nationaux (CSN) Centrale des syndicats du Québec (CSQ) Fédération Autonome de l'Enseignement (FAE) Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ)
OBNL et ONG	Fondation David Suzuki Équiterre Greenpeace Oxfam-Québec
Collectifs citoyens	La Planète s'invite au Parlement (LPSP) Extinction Rebellion Québec Projet de la réalité climatique Le pacte pour la transition
Collectifs étudiants	Pour le Futur Le Devoir Environnemental collectif (DEC) La Planète s'invite à l'Université (LSPPU)
Secteur de la santé	La Planète s'invite en Santé (LPSS) Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)
Secteur communautaire	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPACQ) La Planète s'invite dans le communautaire (LPSC) Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) Fédération Interprofessionnelle de la Santé du Québec (FIQ)

La table de concertation était ouverte à toutes personnes et toutes organisations intéressées à se joindre pour la planification de la manifestation. Par conséquent, à la suite

d'une demande auprès des répondants après les entretiens, certains ont confirmé qu'ils étaient dans l'impossibilité de fournir une liste exhaustive des participants et des organisations présentes autour de la table de concertation de chaque réunion de planification. D'ailleurs, ce ne sont pas toujours les mêmes organisations qui siégeaient autour de la table de concertation à chaque rencontre. En effet, la structure interne de la coalition responsable de l'organisation de la manifestation était principalement décentralisée. Lors de la rencontre bilan, les acteurs internes responsables de l'organisation ont évoqué la question de la structure organisationnelle décentralisée :

Il a été décidé de rester le plus décentralisé possible parce que ce serait des personnes issues des grandes organisations qui prendraient en charge parce qu'elles ont les ressources. (Rencontre bilan et perspectives du 27 septembre).

En ce qui a trait aux collectifs étudiants, il est à noter que *Pour le Futur* représente les étudiants du secondaire, *le Devoir Environnemental* regroupe les étudiants au niveau collégial et *la Planète s'invite à l'Université* rassemble les étudiants au niveau universitaire. Par suite de la manifestation du 27 septembre, une coalition étudiante s'est officiellement formée entre ces trois niveaux scolaires créant *la Coalition Étudiante pour un Virage Environnemental et Social* (CEVES). Un répondant explique cette fusion entre les collectifs étudiants :

On a commencé à vraiment travailler ensemble, puis on s'est tous unis sous une seule et même bannière. En août 2019, on a eu un congrès où les groupes secondaires, des cégeps et des universités ont voté comme une structure commune, puis c'est la coalition étudiante pour un virage environnemental et social, et on a juste annoncé qu'on existait le 4 février 2020 (Répondant 2).

Par ailleurs, d'autres types d'acteurs ont voulu se joindre aux acteurs de l'organisation interne de la manifestation. Par exemple, des organisations politiques, soit des élus politiques

ou des partis politiques ont voulu s'impliquer dans l'organisation de la manifestation. Toutefois, les acteurs internes responsables de l'organisation de la manifestation n'ont pas voulu s'y associer, car la non-partisanerie est au centre de leurs valeurs :

Au niveau politique, naturellement, il y a eu des partis dits plus progressistes comme Québec Solidaire, qui ont voulu se joindre à l'organisation. Je me souviens qu'on a eu ces débats-là et ils ont été écartés parce que justement, nous voulions un mouvement non partisan. (Répondant 6).

Ainsi, plusieurs d'entre eux se sont contentés de simplement participer à la manifestation du 27 septembre. Parmi eux, il y avait le Premier ministre du Canada, le ministre québécois de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, des élus des partis de l'opposition, etc. D'après les répondants, ce grand intérêt provenant des élus était notamment de nature politique :

C'est sûr que Québec Solidaire et le Parti Québécois étaient complètement pour cette mobilisation. Le Nouveau Parti Démocratique, bon, il y avait un enjeu politique, ils devaient être là. Je ne sais pas s'ils voulaient être là, mais ils devaient être là. Puis, après le Gouvernement du Québec est venu marcher aussi parce que ne pas être dans la photo, avait un coup politique (Répondant 3).

Par ailleurs, la ville de Montréal a aussi voulu s'impliquer à sa manière. En effet, l'administration Plante a supporté la manifestation en facilitant les liens avec le Service de Police de la ville de Montréal et la Société des transports de Montréal (STM) :

Je te dirais que dans le cas de la manifestation de Montréal, l'administration Plante a quand même été particulièrement aidante, c'est-à-dire qu'elle a facilité notamment les discussions avec la STM. Si je me souviens bien, la ville s'était offerte pour dire « Bah, si jamais sur le lieu d'arrivée de la manifestation, si jamais il y a des dommages, si jamais y'a des bris ou quoi que ce soit qui est abîmé, on s'en occupe. Vous êtes blanc comme neige » (Répondant 1).

Enfin, bien qu'une analyse documentaire ait été réalisée, il reste difficile, voire complexe, de recenser tous les acteurs internes ayant participé à l'organisation de cette manifestation. Toutefois, les organisations identifiées plus haut représentent les acteurs principaux.

4.2. Cadrage

Cette section a pour but de présenter les données recueillies qui sont notamment directement liées au cadre conceptuel ci-dessus. En premier lieu, les opérations essentielles de cadrage dans le contexte de ce mouvement seront présentées. Par la suite, les différents cadres cardinaux de l'action collective c'est-à-dire les différents types de cadrages ressortis de l'analyse seront énoncés. Enfin, cette section abordera les processus de cadrage et l'utilisation stratégique des cadrages des acteurs internes responsables de l'organisation de la manifestation.

4.2.1. Opérations essentielles de cadrage

Comme présenté dans le chapitre abordant le cadre conceptuel, Snow et Benford (1988) identifient trois opérations essentielles de cadrage. Ces dernières font référence à des tâches fondamentales que les membres de l'action collective exécutent lorsqu'elles construisent des cadres.

Le cadre de diagnostic est la première opération essentielle de cadrage. Elle porte sur l'identification et l'attribution du problème. Dans le cas du mouvement étudié, il est difficile de savoir quelles étaient l'ensemble des définitions du problème, étant donné la multitude d'acteurs impliqués dans l'organisation de ce mouvement. Toutefois, ces acteurs ont principalement décidé de s'unir dans le but d'arrimer leurs préoccupations communes afin de lutter contre le problème de l'inaction des gouvernements canadiens face aux changements

climatiques. D'ailleurs, un argumentaire de grève permet de bien circonscrire ce problème central. Dans cet argumentaire, on retrouve des éléments problématiques soulevés par les militants :

On nous dit que le problème vient d'ailleurs. On nous dit qu'il faut s'attaquer aux « vrais pollueurs », venus d'Inde ou de Chine. Et pourtant, le Canada est le plus grand émetteur de CO₂ par habitant au sein du G20. Et pourtant, le gouvernement du Québec souhaite construire un troisième lien entre Québec et Lévis, un tunnel de béton qui coûterait au moins quatre milliards de dollars. Quatre milliards de dollars menant à la destruction des milieux humides. Considérant les milliards de tonnes de glace ayant fondu de l'Arctique cet été, soit 197 milliards au Groenland en juillet seulement, menant à une hausse du niveau des mers. Considérant les feux massifs en Amazonie, qui à elle seule emmagasine 14% des réserves mondiales de CO₂ mondial [...] (Argumentaire de grève, 2019).

Le rôle prépondérant de l'inaction des gouvernements dans la création de ce mouvement social a également été clairement souligné par l'un des répondants : « si la réponse du gouvernement avait été moins pathétique, je pense que clairement il n'y aurait pas eu cette colère là aussi répandue » (Répondant 2).

La deuxième opération est le cadre pronostic. Il fait référence aux solutions au problème, aux objectifs ou encore au plan stratégique pour remédier à la situation. Tout comme la définition du problème, les solutions sont multiples et varient selon les types d'acteurs. L'établissement d'une vision commune pour la liste de revendications soulève d'ailleurs certains débats. En effet, dans différents comptes-rendus de rencontres de préparation pour la manifestation, la question du manque de solutions ou de buts communs des organisations participant à l'organisation a été soulevée. Plus précisément, lors de la rencontre bilan du 27 septembre 2019 pour faire le point sur la manifestation, des acteurs internes responsables de l'organisation de la manifestation ont mentionné qu'il n'y avait pas de revendications

claires au sein de la coalition. Ces deux extraits permettent de bien illustrer cette problématique :

Du point de vue des revendications, ce n'était pas clair ce qu'il fallait faire de ce rapport de force. On devrait travailler sur un but commun. Pourquoi on est là, peut-on s'entendre sur des revendications communes ? On ne s'est pas assez attardé sur le message véhiculé. Il faut développer un consensus clair sur nos revendications (Rencontre bilan et perspectives du 27 septembre).

Pour la majorité des gens, la revendication était de protéger l'environnement. Notre demande est très large. Tout le monde a ses demandes précises et il n'est pas certain qu'on puisse arriver à une liste de 3-4 demandes auxquelles tout le monde se rallie. Il ne faut pas sous-estimer la force du message qui a été envoyé (Rencontre bilan et perspectives du 27 septembre).

Il est possible de mentionner que la majorité des acteurs et des groupes militants avait comme objectif de « forcer [les] gouvernements à répondre immédiatement à l'urgence climatique et de redonner à la population de l'espoir, des moyens d'action » (La Planète s'invite au Parlement, 2019). Cependant, les stratégies à mettre en place pour atteindre cet objectif ne font pas consensus. Par exemple, un répondant faisant partie d'un collectif étudiant explique que leur plan d'action se base sur les principes mis de l'avant par d'autres groupes militants, mais que les solutions envisagées sont adaptées :

Au tout début, on avait repris les mêmes revendications que La Planète S'invite au Parlement qui avait manifesté pendant la campagne électorale provinciale. C'était un plan climat qui respecte les recommandations de la science pour tenir le climat à 1,5 degré, l'arrêt de toute exploitation des énergies fossiles. Et on avait quand même ajouté la mise en place au niveau de l'éducation [...] d'avoir des politiques d'éducation pour adresser ces questions-là (Répondant 4).

Comme mentionné dans cet extrait, les militants étudiants ont ajouté une solution additionnelle afin de remédier à la situation et de répondre à l'inaction. Dans un argumentaire de grève, on retrouve notamment cet élément : « nous demandons aux gouvernements

d'établir un programme d'éducation relative à l'environnement et de sensibilisation à la crise climatique, en partenariat avec de jeunes citoyens et citoyennes » (Argumentaire de grève, 2019).

La dernière opération essentielle de cadrage est le cadre motivationnel. Elle est liée aux justifications pouvant être utilisées pour motiver et engager la participation d'adhérents (Gahan et Pekarek, 2013, p.763). Dans le cadre de ce mouvement, les justifications étaient nombreuses, mais les données recueillies ont permis de considérer que la science, l'appel au mouvement à l'international ainsi que la présence de Greta Thunberg sont des éléments ayant été utiles pour motiver l'engagement de participants. Grâce à l'analyse documentaire, il est possible de constater l'utilisation de ce cadre motivationnel à travers une publication mettant l'accent sur la présence de Greta Thunberg, le 27 septembre (voir annexe 9). Dans le compte-rendu de la rencontre bilan pour faire le point sur la manifestation du 27 septembre, les membres de la coalition militante ont explicitement souligné l'importance et les répercussions liées à la présence de Greta Thunberg. Elle a notamment changé l'échelle de la manifestation (Rencontre bilan et perspectives du 27 septembre). Des 9 répondants, 7 ont évoqué que la présence de cette personnalité publique à la manifestation a été bénéfique et a eu un impact quant à la mobilisation et au processus de cadrage. En effet, un répondant soulève que « le fait que Greta Thunberg est venue à Montréal, c'est clair que ç'a donné un élan, vraiment important à la manifestation ». Toutefois, un des répondants précise qu'il n'est pas possible de dire que seule sa présence est au cœur du résultat de cette manifestation :

Il y avait Greta Thunberg, alors ça, je pense que ça a joué. Tu sais, ça, c'est comme un peu nous retirer quand même de dire "bah oui, mais heureusement il y avait Greta". Mais, il y a du travail derrière ça quand même, donc je ne nie pas. Je pense que quand même, il y a des gens qui sont venus manifester parce qu'il y avait Greta (Répondant 4).

Quant au cadre motivationnel en lien avec la science, 4 répondants sur 9 ont soulevé ce facteur. En fait, certains répondants croient que des événements en lien avec des activités ou des faits scientifiques auraient eu un impact quant au processus de cadrage et à l'engagement d'adhérents. De ces 4 répondants, tous ont mentionné le même point, soit que le rapport du GIEC de 2018 a aidé à appuyer le discours employé lors du mouvement : « il y a eu, tout d'abord la publication du rapport du GIEC en 2018 qui est venu soutenir nos efforts de mobilisation à ce moment-là » (Répondant 1).

4.2.2. Principaux cadres de l'action collective (cadres cardinaux)

Dans cette section, les différents types de cadrages ressortis de l'analyse sont présentés. Plus précisément, l'accent est mis sur les types de cadrages ayant été utilisés par les acteurs internes du mouvement afin de pousser l'action collective et pour faire avancer la manifestation. Comme mentionné dans le cadre conceptuel, les cadrages utilisés par les acteurs internes représentent l'angle et le narratif choisis par les groupes militants afin de définir un problème public ou un enjeu, et ce, dans le but d'arriver à un résultat souhaité. D'ailleurs, dans des documents internes, soit dans différents comptes-rendus fournis par des répondants, il est possible d'affirmer que la coalition responsable de l'organisation de la manifestation s'intéressait grandement aux stratégies de communication, voire aux stratégies de cadrage ou de discours pouvant être utilisées pour la mobilisation d'acteurs. En effet, dans un des comptes-rendus fournis par un participant, ces acteurs discutent des différents slogans pouvant être utilisés comme stratégie : « [La] CSQ soulève qu'il serait bien de trouver rapidement trois ou quatre phrases-chocs qui seraient utilisées dans l'ensemble de nos communications (ligne de communication, pochoirs, tracts, affiches, etc.) » (Compte-rendu

de la rencontre du 19 juillet 2019). Avec l'analyse des données recueillies à travers les entretiens ainsi qu'avec une analyse documentaire, trois types de discours principaux employés par les acteurs et les organisations internes ont été mobilisés : le cadrage économique, le cadrage émotionnel et le cadrage scientifique.

4.2.2.1. Cadrage économique

Le discours économique a particulièrement été utilisé par les organisations syndicales dans une optique de sensibilisation des acteurs externes, soit souvent pour cibler les travailleurs et les travailleuses ou les membres syndiqués. Par exemple, d'après un répondant, les cadrages économiques tournent autour des conséquences qu'auront les changements climatiques sur l'économie, les emplois, les coûts liés à la perte de productivité ou encore le rôle de l'économie dans la crise climatique : « ce qui marche beaucoup chez nos membres, ce sont des facteurs économiques. Les coûts liés aux catastrophes naturelles, les coûts liés aussi à la perte de productivité. Donc, il y a tout un narratif économique que nous utilisons » (Répondant 6). En ce sens, l'analyse documentaire a notamment permis de confirmer ces faits. Dans un article publié sur le site de la FTQ, le secrétaire général aborde des propos en lien avec les conséquences des changements climatiques sur les emplois :

Les effets des changements climatiques sont une réalité et cette transformation aura tôt ou tard des effets sur nos économies, nos emplois. C'est pour cela qu'il faut dès maintenant s'atteler à la tâche et réfléchir collectivement sur les conséquences de ces changements et des impacts sur les emplois, les travailleurs et les travailleuses. Nous devons planifier dès à présent la transition énergétique pour éviter que les travailleurs et travailleuses soient laissés pour compte (FTQ, 2019).

D'ailleurs, le slogan « il n'y a pas de travail sur une planète morte » est un discours utilisé (voir annexe 10). Dans la même veine, les militants parlent aussi de création d'emplois en lien avec la décarbonisation de l'économie par l'entremise de publications sur les réseaux

sociaux (voir annexe 11). Toutefois, malgré ces efforts, certains répondants mentionnent que le discours économique ne fait pas toujours effet : « parfois, ce n'est pas suffisant parce que les gens savent qu'on est en situation de crise, mais tout le monde se sent coincé dans la réalité économique dans laquelle on vit » (Répondant 9).

4.2.2.2. *Cadrage émotionnel*

Le discours émotionnel est aussi un type de cadrage principal identifié par les répondants. Ce type de cadrage a été soulevé par six d'entre eux. D'ailleurs, il existe plusieurs types d'émotions recensés grâce aux données recueillies à l'aide des entretiens et de l'analyse documentaire. Parmi ceux-ci, on retrouve principalement la peur, le sentiment d'urgence, le sentiment d'impuissance et l'écoanxiété. Le tableau suivant résume les différents types d'émotions ainsi que l'occurrence à laquelle ils ont été soulevés par les répondants.

Tableau 5 – Types d'émotions et occurrence

Types d'émotions	Occurrence
Sentiment de peur	2
Sentiment d'urgence	3
Sentiment d'impuissance	3
Écoanxiété	2
Total	10

D'après les données recueillies grâce à l'analyse documentaire, il est possible de confirmer que certains de ces types de discours émotionnels sont importants pour mobiliser

des participants en vue de la manifestation. D'après un répondant, le cadrage par émotion est un excellent outil pour attirer l'attention d'acteurs externes :

Donc, vraiment le discours qui va aller toucher le cœur des gens, c'est de dire « Ben oui, mais là on est vos enfants, puis vous êtes en train de nous laisser une planète complètement scrapée » et ça, c'est vrai que tout de suite tu ne peux rien répondre à ça (Répondant 4).

Dans les comptes-rendus des rencontres fournis par un répondant, il est possible de lire plusieurs passages mentionnant l'utilisation du cadre en lien avec l'écoanxiété. En effet, à travers ces comptes-rendus, il est possible de voir que l'utilisation du cadre de l'écoanxiété est souvent discutée durant les réunions de planification et fait partie de la stratégie de communication des acteurs responsables de l'organisation de la manifestation. Ainsi, en vue de préparer la manifestation du 27 septembre, la coalition responsable de l'organisation de la manifestation s'est rencontrée le 26 juillet afin de discuter des stratégies de communication. Dans le compte-rendu de cette rencontre, il est possible de voir des passages en lien avec des propositions et des matériaux de communication. En d'autres termes, à cette réunion de planification, il a été proposé de créer deux capsules vidéo en lien avec l'écoanxiété et la solidarité (Compte-rendu de la rencontre du 26 juillet 2019). En effet, il est possible d'y lire des passages comme celui-ci : « 2 vidéos = écoanxiété et solidarité. Une série de citoyens de différents âges, origines et univers, qui parlent de leur écoanxiété. #écoanxiété #anxiétécollective #parlons-en ». Il est notamment mentionné dans ce document que des « hashtags » seront créés (ex. : #écoanxiété parlons-en) (Compte-rendu de la rencontre du 26 juillet 2019). À cet égard, lors des entretiens, un répondant a aussi mentionné que l'écoanxiété était un moyen de rejoindre de futurs adhérents, étant donné que plusieurs ressentaient ce sentiment : « On n'avait pas besoin de convaincre les jeunes qui avaient un

problème avec le climat, tout le monde - je veux dire, tout le monde, ça serait peut-être une généralisation abusive -, mais presque tout le monde sentait cette espèce d'anxiété » (Répondant 2).

Par ailleurs, un répondant mentionne que l'urgence a été un sentiment généralement ressenti chez les militants et s'est notamment traduit à travers leurs discours :

On ne savait pas toujours de quoi on parlait, mais tout ce qu'on avait en nous, c'était une urgence. Puis à chaque fois qu'on nous disait « ce n'est pas possible, ce n'est pas possible, ça, c'est trop demander ». On disait « Ben non, c'est ça qu'il faut faire. On l'a lu dans le rapport du GIEC. Ils ont dit que la planète est en train de brûler, puis qu'il fallait arrêter tout de suite ». (Répondant 5).

Dans le même sens que les propos cités par ce répondant, l'analyse documentaire a permis de retrouver le sentiment de la peur et d'urgence comme type d'émotion dans un argumentaire de grève. En effet, dans cet argumentaire de grève, il est possible d'y voir des passages qui mentionnent que « notre maison est en feu » (Argumentaire de grève, 2019). Un répondant indique aussi que le discours en lien avec l'équité intergénérationnelle est notamment lié à la peur et peut avoir un impact lorsqu'il est porté par la jeunesse:

Et quand ce sont des jeunes qui te parlent de la question de l'équité intergénérationnelle, de la peur du monde que vous nous laissez, etc. Un peu ce discours-là, d'une personne jeune qui te dit 'bah oui, mais les changements climatiques, toi tu t'en fou parce que c'est dans plusieurs années, mais moi c'est ma vie ça'' (Répondant 4).

Ainsi, en ce sens, l'impuissance est aussi un type d'émotion utilisé par les acteurs responsables de l'organisation de la manifestation. En effet, un répondant justifie ce type de narratif en raison de l'impuissance face aux conséquences sur les générations futures :

Avec l'imminence des impacts des changements climatiques, cette génération-là, elle a une conscience aiguë que ça ne sera pas leurs enfants ou leurs petits-enfants. C'est eux qui vont subir la perte de qualité de vie [...]. C'est là qu'on change d'échelle. Et c'est là où on rejoint des parents chez eux qui sont sortis partout au Québec. Nous,

on a simplement pris la vague puis a essayé de lui donner une structure (Répondant 8).

Enfin, un répondant mentionne que l'utilisation du sentiment d'impuissance est utile et nécessaire pour justifier le message : « je pense qu'il y a aussi la nécessité de montrer les sentiments d'impuissance et justifier » (Répondant 9).

4.2.2.3. Cadrage scientifique

Le cadrage scientifique est aussi un type de cadre utilisé par les acteurs internes responsables de la manifestation. En effet, selon un répondant, il s'agit d'un des cadres principalement utilisés : « on était beaucoup dans un narratif de la science, je pense. C'est un mouvement qui était énormément en réponse au rapport du GIEC de 2018. C'est le moment où Greta a été connue » (Répondant 1). En plus d'avoir été un mouvement en réponse au rapport du GIEC, ce mouvement a notamment tenté de mettre en valeur les faits scientifiques de celui-ci. Un répondant mentionne notamment que les discours s'inspiraient du rapport du GIEC de 2018 : « je vous dirais que ce qu'on a utilisé et qu'on a tenté de vulgariser, c'est probablement le rapport spécial du GIEC en 2018 qui établissait une règle » (Répondant 6). D'autre part, les faits scientifiques en général ont aussi été utilisés dans les cadrages et les discours qu'ont employés les acteurs internes responsables de la manifestation. En effet, dans un argumentaire de grève des faits et des statistiques scientifiques ont été incorporés comme suit :

Considérant les feux massifs en Amazonie, qui à elle seule emmagasine 14% des réserves mondiales de CO2 mondial. Considérant que le jour du dépassement, c'est-à-dire le jour où nous avons consommé autant que ce que la Terre peut produire en un an, a eu lieu le 29 juillet, et que ce jour, chaque année, survient de plus en plus tôt [...] (Argumentaire de grève, 2019).

Aussi, dans leurs discours, les militants responsables de la manifestation mentionnent qu'il est important d'écouter la science. En effet, l'analyse documentaire à travers les réseaux sociaux des acteurs responsables de l'organisation de la manifestation a permis de voir que ces propos ont été clairement évoqués (voir annexe 12). Dans le même ordre d'idées, dans le compte-rendu de la rencontre bilan qui eut lieu à la suite de la manifestation du 27 septembre, la coalition responsable de la planification a soulevé qu'il serait important d'inclure davantage le discours scientifique à l'avenir :

Avec la crise climatique, au-delà des manifestations, il y a urgence de faire passer le message. C'est vrai qu'on ne s'entend pas sur les cibles. Il faudrait pour la prochaine fois faire appel à des scientifiques. Il faut marteler le message qu'on doit réduire drastiquement les émissions. Il faut s'entendre sur la rapidité à laquelle ça doit être fait (Rencontre bilan et perspectives du 27 septembre).

Par ailleurs, bien que le cadrage scientifique semble être un type de discours indispensable dans le contexte des enjeux environnementaux pour certains, il peut aussi être insuffisant pour mobiliser les gens selon d'autres : « c'est sûr que la science, c'est la base de notre discours. Mais parfois, ce n'est pas suffisant parce que les gens savent qu'on est en situation de crise » (Répondant 9). Dans le même ordre d'idées, un répondant semble mieux apprécier les discours simples :

De ce dont je me souviens, pour mobiliser les gens utilement, ça a été plus de messages simples autour de leur avenir autour de la crise climatique qui est quelque chose qu'on peut ressentir dès maintenant. J'ai souvent envie de parler de la science pour parler aux gens. Comme là je te parle du GIEC, mais il paraît que ça ne résonne pas du tout chez les gens et que ça passe dans le beurre complètement (Répondant 5).

Enfin, tous ces types de cadrages ont des caractéristiques et des valeurs différentes. En d'autres termes, ces types de discours ont tous des effets différents qui attirent notamment des acteurs distincts provenant de divers secteurs. Ainsi, les cadrages sont utilisés et adaptés

selon le public cible : « on avait plusieurs sortes de discours en fonction du public » (Répondant 9).

4.3. Processus de cadrage et utilisation des cadrages

Cette partie a pour but d'établir un lien entre les données recueillies et le cadre conceptuel présenté plus haut. Plus précisément, il sera question de faire un lien entre les données recueillies et le processus de cadrage afin d'expliquer comment les cadres ont été utilisés de façon stratégique.

4.3.1. Processus d'alignement des cadres

Comme mentionné dans la section sur le cadre conceptuel présenté plus haut, le processus d'alignement des cadres correspond au processus stratégique de cadrage observé dans ce mouvement. Des quatre processus d'alignement identifiés par les auteurs, il est possible de mentionner que deux d'entre eux ont principalement été utilisés par les acteurs internes de l'organisation de la manifestation, soit l'extension de cadre (*frame extension*) et la transformation de cadre (*frame transformation*).

4.3.1.1. Extension de cadre

L'extension de cadre est une tactique qu'utilisent les mouvements sociaux pour élargir leurs cadres et pour aller au-delà de leurs intérêts primaires de façon à inclure les préoccupations d'autres adhérents, en les présentant comme étant mutuellement compatibles (Gahan et Pekarek, 2013, p.764). D'ailleurs, cette stratégie est aussi responsable de la formation de coalitions.

Dans l'histoire des mouvements sociaux du Québec, il y a toujours eu une forte base de militantisme environnemental. Ce qui différencie notamment ce mouvement des autres

mouvements environnementaux du Québec est l'utilisation de la grève. Comme mentionné précédemment, dans le cadre de cette étude de cas, les actions collectives ont commencé en 2018 avec l'appel à la grève mondiale de l'action climatique d'*Earth Strike*. Ce qui est venu élargir encore plus le mouvement est l'engagement et la mobilisation des jeunes étudiants et la grève scolaire pour le climat au début de l'année 2019. Comme mentionné plus haut, une coalition entre plusieurs acteurs s'est créée, puisque les différents groupes et secteurs ont décidé de s'allier et d'aller au-delà de leur intérêt principal de façon à harmoniser les valeurs et préoccupations communes qu'ils avaient afin de manifester au nom de la crise climatique. Par conséquent, il est possible de dire que l'arrivée des étudiants au sein du militantisme environnemental au Québec a amené un vent de fraîcheur au sein du mouvement étudié. Ceci a notamment été soulevé par un répondant :

Ce message-là était porté par la jeunesse. C'était un message de l'urgence [...]. Depuis 50 ans, le mouvement écologiste dit qu'il faut agir pour les prochaines générations. Mais à partir de 2019, la première de ces prochaines générations-là qui existe a commencé à prendre la parole. Le problème fondamental qu'on avait avant, c'est que les prochaines générations, ça n'existait pas et ça ne votait pas, OK. Avec l'imminence des impacts des changements climatiques, cette génération-là, elle a une conscience aiguë que ça ne sera pas leurs enfants ou leurs petits-enfants. C'est eux qui vont subir la perte de qualité de vie. Je pense que ça a été un changement très très important parce que maintenant, on défend plus les ours polaires. On défend nos propres enfants. C'est les enfants de ma génération qui sont au front là. C'est une jeunesse qui prend conscience que son avenir est en jeu. Il est là le point tournant, il est là. C'est là qu'on change d'échelle. Et c'est là où on rejoint des parents chez eux qui sont sortis partout au Québec. Nous, on a simplement pris la vague puis a essayé de lui donner une structure (Répondant 8).

Ainsi, cette formation d'une coalition, voire cette harmonisation et cet élargissement d'intérêts ont été utilisés de façon stratégique. Du moins, c'est ce que quelques répondants ont soulevé lors des entretiens. En fait, certains d'entre eux croient que le discours des jeunes a notamment été instrumentalisé par le reste des acteurs internes responsables de

l'organisation de la manifestation. En d'autres termes, un répondant explique que leur message a été utilisé en vue d'obtenir un résultat :

Je pense que notre message a été largement instrumentalisé. Je veux dire, je pense que c'est un patron qui a dans le mouvement écologiste. "Ah oui, on voudrait des jeunes à notre conférence de presse pour mettre de l'émotion". On était là pour amener de la diversité, puis c'est juste comme un peu, en tout cas de l'instrumentalisation (Répondant 2).

Un autre répondant mentionne que : « quand tu entends des jeunes dans les médias te dire qu'ils ont peur pour leur avenir [...]. Je sais que ça a sensibilisé des personnes » (Répondant 4). D'ailleurs, cette tactique fait notamment référence au type de cadrage par émotion énoncé plus haut. En d'autres termes, le discours des jeunes, voire leurs inquiétudes ont été utilisés par l'ensemble des organisations faisant partie de la coalition dans le but de faire avancer la cause. Un répondant explique notamment l'effet positif de cette utilisation :

Je pense qu'on a vu des effets positifs de ça parce que justement quand c'était les jeunes qui arrivent avec ces revendications, effectivement, les gouvernements [...], ont une certaine oreille et par rapport aux jeunes, parce qu'ils identifient ça à leurs propres enfants. C'est ça un peu la théorie (Répondant 5).

Enfin, les préoccupations des jeunes mutuellement compatibles avec les cadrages existants ont amené une perspective différente et illustrent une des stratégies d'alignement des cadres, soit l'extension de cadre.

4.3.1.2. Transformation de cadre

La transformation de cadre est une stratégie d'alignement et a pour nature de changer ou créer de nouvelles significations pour les cadres existants (Benford et al., 2012, p.241). En d'autres termes, cette transformation de cadre sert à changer les perspectives antérieures des individus et de la collectivité dans le but que les choses soient perçues différemment (Snow, 2018, p.401). Dans le cadre de cette étude, ce sont certains acteurs externes qui ont transformé

les cadrages que les acteurs internes ont tenté de mettre de l'avant afin de mobiliser les adhérents. En effet, certains répondants ont mentionné qu'il y a eu une transformation de cadre qui s'est notamment traduite par une dépolitisation du mouvement. Plus précisément, certains acteurs externes ont voulu dépolitiser le mouvement en utilisant des termes et un cadrage différent, et ce, dans le but d'enlever et de détourner le caractère politique du discours. Par exemple, certains acteurs politiques ou encore certains médias ont employé le terme « marche pour le climat » au lieu de « manifestation » ou encore « grève ». D'après un répondant, cette transformation de cadre a enlevé le sens revendicateur du mouvement : « c'est devenu plus une parade qu'une manifestation. Les gens l'appellent une marche. Tu sais, nous, on ne voulait pas que ce soit une marche. On voulait que ce soit une manifestation. On voulait que ce soit revendicateur » (Répondant 2). Pour les militants et les acteurs internes de l'organisation, l'appel à la grève demeure l'élément le plus important pour faire avancer la cause, puisque cette stratégie apporte un grand poids dans le mouvement. En effet, d'après l'analyse documentaire, il est possible de remarquer que le vote de grève dans les établissements scolaires ainsi que dans le milieu de travail est l'une des grandes stratégies employées par les acteurs internes. Dans un tract distribué dans le but de mobiliser des acteurs (voir annexe 13), il est possible de lire :

La grève demeure certes le moyen le plus efficace à la disposition des travailleuses et des travailleurs, syndiqué.e.s ou non. Historiquement, c'est par la grève que nous sommes parvenus à réduire les inégalités et à obtenir les principales avancées pour la majorité. C'est pourquoi nous proposons de l'utiliser le 27 septembre prochain - ce serait la première grève pour le climat.

De même, dans une lettre adressée à Greta Thunberg, les collectifs étudiants ont notamment soulevé la particularité du mouvement au Québec, c'est-à-dire, la capacité qu'ont

les étudiants de voter des mandats de grève. Ce propos a été évoqué dans la lettre comme suit :

One of the main particularities of our movement is the tactic we primarily use: formal striking. Only in Quebec, students have the chance to be protected under the “Rand formula” that allows them to take decisions for themselves (under law). It is a right for the students to stop classes from happening if they collectively and democratically decide to do so. Historically, this has been a key factor behind the power of the student mobilization in the province of Quebec.

La question de la dépolitisation du mouvement a notamment été soulevée par une des cofondatrices de *La Planète s’invite à l’Université*, qui est entre autres responsable de la grande mobilisation étudiante de ce mouvement. Plus précisément, cette dernière a rédigé un article dans *Le Devoir*. Celui-ci est intitulé : « Ce n’était pas une marche pour le climat ». Dans son article, la cofondatrice de *La Planète s’invite à l’Université* exprime son mécontentement face à la dépolitisation du message des jeunes ainsi qu’à la transformation du cadrage :

Si on dit que les jeunes ne marchent pas pour le climat, mais pour leur survie, le discours n’est déjà plus le même. La dépolitisation de son discours n’a jamais été aussi explicite et dérangeante. Il faut que cela cesse. C’était une manifestation et non une simple marche digestive. Les termes ont un sens à ne pas négliger. Le problème, ce n’est pas précisément la mairesse de Montréal, dans ce cas-ci, mais sa réponse reflète parfaitement la façon dont un mouvement inédit de jeunes, parfois très jeunes, diffusé partout sur la planète, peut être récupéré et dépolitisé. Pourquoi s’engager dans une bataille pour de simples mots ? Parce que le discours imposé par la classe politique transforme une lutte pour une certaine vision du monde en une occasion de récupération politique (Ilardo, 2021).

Comme cette dernière le mentionne, la transformation du discours fait presque référence à quelque chose d’intangible et de gentil, et ce, dans le but d’adoucir et de mieux récupérer (Ilardo, 2021).

Par ailleurs, divers acteurs externes, plus précisément les établissements scolaires, ont instauré une journée institutionnelle, soit une levée de cours afin que les étudiants puissent

aller manifester. Dans un argumentaire de grève en lien avec la manifestation du 27 septembre, les collectifs étudiants expliquent comment l'instauration de cette journée institutionnelle a changé le discours véhiculé par le mouvement :

En vue de la grève du 27 septembre, plusieurs établissements ont déclaré ce que l'on appelle « des journées institutionnelles », soit l'équivalent d'une journée ou d'un après-midi pédagogique. Or, ces établissements n'ont rien changé de leurs pratiques environnementales. En fait, les écoles appuient, en façade, le mouvement des étudiants, mais maintiennent des investissements dans les énergies fossiles, briment des projets étudiants portant sur l'environnement (ex. : interdire le plastique à usage unique, instaurer le compost sur leur campus) et pénalisent les élèves participant au mouvement (retenue, refus de reprise d'examens, etc.). Ainsi, les journées institutionnelles sont des exemples flagrants de greenwashing (écoblanchiment) : une réappropriation et une dilution du message véhiculé par la lutte environnementale au profit d'un établissement hypocrite (Argumentaire de grève, 2019).

Dans ce même texte, les acteurs internes à l'organisation précisent notamment comment la grève peut changer les choses :

La grève est nécessaire puisque c'est uniquement en établissant un rapport de force suffisant que le gouvernement et les établissements scolaires nous écouteront. Les grèves dérangent : elles ne peuvent pas être ignorées. Si les impacts d'une grève semblent inquiétants pour un-e étudiant-e seul-e, ils le sont encore plus à plus grande échelle pour le gouvernement. Il ne peut pas se permettre de voir le réseau de l'éducation obstrué à tous les niveaux, plusieurs jours ou semaines. Dans un tel contexte, le gouvernement se doit d'écouter les revendications d'un mouvement qui prend de l'ampleur. Et pour prendre de l'ampleur, il en prend. Si le gouvernement ne pouvait se permettre de complètement ignorer les étudiants lors du 15 mars, il pourra encore moins se permettre d'ignorer ce qui est maintenant une grève dans toutes les sphères de la société (Argumentaire de grève, 2019).

Ainsi, malgré les journées institutionnelles qui ont été mises en place, les acteurs internes responsables de la manifestation ont tout de même tenté d'encourager les adhérents à voter la grève, que ce soit dans leur milieu de travail ou à l'école. Ces derniers ont notamment mis sur pied un document intitulé « 8 raisons de voter la grève malgré les journées institutionnelles » (voir annexe 14). Dans ce texte, ils expliquent d'ailleurs comment le vote de grève a un effet sur le contrôle du discours, voire les cadrages :

En votant la grève, on reste en contrôle de notre discours sur l'urgence climatique. Imaginons que nous ne votons pas la grève; nous nous contentons alors de participer à la journée institutionnelle. Cela signifie que la direction sera peut-être la seule à déterminer les activités qui se tiendront lors de cette journée. De plus, nous avons peu de garanties que notre propre analyse de la situation environnementale et que nos propres revendications (par exemple, reconnaître l'urgence d'agir de manière forte, revoir en profondeur notre économie, nos transports, etc.) soient mises de l'avant. Si nous votons la grève, cela nous donne une meilleure marge de manœuvre pour participer à notre manière aux activités du 27 septembre.

Enfin, ces deux exemples de processus d'alignement de cadres montrent comment les cadrages ont été utilisés de façon stratégique, comment l'utilisation des mots est importante et qu'elle fait une différence.

CONCLUSION

Dans ce chapitre, les principales conclusions tirées des résultats sont discutées. Plus précisément, nous soulignons d'abord les thèmes principaux provenant de l'analyse des données et des résultats pour faire ressortir les tendances et les points observés en lien avec la question de recherche. De plus, les contributions de l'étude ainsi que les limites et les pistes de recherches futures seront présentées.

Synthèse des résultats

Cette recherche avait pour but de connaître les stratégies utilisées par les militants responsables de l'organisation de la manifestation de Montréal en 2019 pour faciliter la mobilisation des parties prenantes. En d'autres termes, cette recherche s'intéressait aux modes d'action et aux mécanismes de cadrage mobilisés par les organisations. Plus précisément, la question de recherche était : quelles sont les stratégies de cadrage utilisées par certaines organisations militantes pour faciliter la mobilisation des parties prenantes dans le cadre de la manifestation de Montréal de 2019? Les résultats de cette étude ont permis d'identifier les principaux facteurs ayant contribué à l'avènement de la grande manifestation de Montréal en 2019. Parmi les stratégies de cadrage, on retrouve notamment l'utilisation de divers types de cadrages, soit les principaux cadres utilisés par l'action collective et aussi les différents processus de cadrage, c'est-à-dire les principaux processus stratégiques associés aux cadrages employés dans le cadre de ce mouvement. Ainsi, cette discussion vise à établir des liens entre les résultats, le cadre d'analyse et la littérature sur les mouvements sociaux dans le domaine de l'environnement.

Opérations essentielles de cadrage

Tel que vu dans le chapitre du cadre conceptuel, Snow et Benford (1988) identifient trois opérations essentielles de cadrage, c'est-à-dire trois opérations qu'une action collective exécute en construisant un cadre. Selon Snow et Benford (1988), ces trois opérations essentielles de cadrage sont : le « cadrage de diagnostic » (*diagnostic framing*), le « cadrage de pronostic » (*prognostic framing*) et le « cadrage motivationnel » (*motivational framing*).

Le cadrage de diagnostic désigne l'identification et l'attribution des problèmes (Gahan et Pekarek, 2013, p.763). Dans le cas étudié, différents cadres ont été employés par les acteurs internes du mouvement afin de définir les différents angles narratifs du problème ainsi que pour motiver et engager la participation d'adhérents afin de faire avancer la cause. Comme le mentionne Lakoff (2010), les mouvements environnementaux subissent souvent une hypocognition, c'est-à-dire une absence ou une incapacité de définir ou d'identifier un cadrage spécifique au problème. Plus précisément, Lakoff (2010, p.76) mentionne que les mouvements environnementaux sont larges et n'abordent pas seulement la question de l'environnement. En effet, selon lui, les mouvements sociaux de l'environnement peuvent être en lien avec plusieurs autres sphères de la vie, soit l'économie, l'énergie, l'alimentation, le commerce, la santé, la sécurité, etc. (Lakoff, 2010, p.76). Dans le cadre de cette recherche, il a été possible de remarquer qu'il n'y avait pas de définition spécifique du problème, étant donné la multitude d'acteurs impliqués dans l'organisation de ce mouvement. Toutefois, l'inaction des gouvernements canadiens face aux changements climatiques constitue l'enjeu principal du mouvement. Cette observation rejoint notamment l'identification du problème en ce qui a trait le mouvement global à l'international. En effet, selon une étude en lien avec l'utilisation des médias sociaux de la plateforme de Greta Thunberg menée par Molder et ses

collaborateurs (2022, p.683), l'attribution du problème est souvent en lien avec l'inaction menée par les générations précédentes qui sont notamment responsables des changements climatiques.

Le cadrage de pronostic est en lien avec la solution aux problèmes ou encore avec le plan ou les stratégies à mettre en place pour les affronter (Gahan et Pekarek, 2013, p.763). Comme mentionné précédemment, les solutions employées par les acteurs ont été multiples. Elles ont également varié selon les types d'acteurs. L'analyse des données a notamment montré que l'établissement d'une vision commune quant aux revendications soulève certains débats. Tout comme la définition du problème, les solutions peuvent être nombreuses. En effet, dans le cas de ce mouvement, les stratégies pour affronter le problème, soit le cadre pronostic, ont été diverses. Comme le mentionnent Benford et al. (2012), « le cadre pronostic s'effectue dans une arène multi-organisationnelle qui comprend les différentes organisations formant l'économie d'un mouvement social, leurs opposants, des cibles d'influence, des médias et les auditoires auxquels ils s'adressent » (p.227). En d'autres termes, comme le mentionnent, Tarrow (1998) et Tilly (1978), les mouvements sociaux peuvent être considérés comme étant non-conventionnelle dans le sens où les revendications ne sont pas toujours clairement établies. Dans le même ordre d'idée, comme le mentionne Ancelovici (2013), « les mouvements sociaux peuvent être décrits comme étant non conventionnels puisqu'ils ne s'appuient pas précisément sur des mécanismes clairement établis pour mettre de l'avant des revendications et faire valoir des intérêts en termes de modes d'action » (p.5). Toutefois, selon les données de l'analyse, en général, la coalition d'acteurs demandait au gouvernement et aux décideurs d'adopter des solutions concrètes basées sur la science pour lutter contre les changements climatiques. À l'aide des résultats, il est notamment possible de voir que les

groupes étudiants avaient des solutions un peu distinctes des autres acteurs, c'est-à-dire qu'ils ont amené une nouvelle composante, soit des solutions axées sur l'éducation comme priorité stratégique.

Le cadrage motivationnel fait référence aux justifications et aux motivations employées pour engager et soutenir la participation d'adhérents (Gahan et Pekarek, 2013, p.763). Les données de l'étude ont permis de voir que l'influence et la présence de Greta Thunberg ainsi que l'utilisation des faits scientifiques ont été des éléments ayant contribué à la motivation et à l'engagement de participants. En effet, Grinspun (2011) croit que la visibilité publique est une manière d'élargir l'engagement des individus. En d'autres termes, selon Grinspun (2011), l'influence et la présence de Greta Thunberg au sein de l'action collective a aidé à supporter la crédibilité et attirer l'attention face au mouvement. D'après Sabherwal et ses collaborateurs (2021), la présence de Greta Thunberg fut notamment un motif d'inspiration dans l'ensemble du mouvement et a eu un effet motivationnel efficace, d'où l'appellation de « l'effet Greta Thunberg ». Selon les données recueillies dans cette étude, le fait que Greta Thunberg soit une activiste environnementale connue et qu'elle soit à la tête du mouvement international de grève scolaire pour le climat a sans doute eu un effet motivationnel, notamment puisque cette dernière était présente à la manifestation de Montréal de 2019. D'ailleurs, dans une étude ayant été menée dans le but d'évaluer la perception de l'activisme climatique chez les gens, Leiserowitz et ses collaborateurs (2019, p.17-19), concluent que les Américains font davantage confiance à plusieurs personnalités publiques comme sources d'information sur le réchauffement climatique et sont plus susceptibles de participer à une campagne en lien avec le réchauffement de la planète si des personnalités publiques leur ont demandé. De même, les données d'une enquête faite auprès des participants à la grève

mondiale montrent que Thunberg est un modèle emblématique et une source d'inspiration pour les jeunes militants climatiques (Wahlström et al. 2019 p. 14) Pour ce qui est des faits scientifiques, les données de l'étude ont aussi permis de voir que son utilisation comme cadrage a été un motif motivationnel. Plus précisément, le rapport du GIEC (2018) semble avoir été un motif motivationnel quant à l'appel international du mouvement. D'ailleurs, le rapport du GIEC (2018) fut notamment une source d'appui quant aux messages véhiculés par Greta Thunberg. En effet, selon une étude menée par Molder et ses collaborateurs (2022), ce rapport a été utilisé et cadré de différentes façons à travers les discours de Greta sur les réseaux sociaux et les médias traditionnels. Selon O'Neil et ses collaborateurs (2015), les communications en lien avec les faits scientifiques (e.g le rapport du GIEC) émises par des personnalités publiques peuvent faciliter la compréhension du public étant donné que cela encourage la création d'une sélection plus diversifiée de cadres pour aborder la question. Enfin, comme le mentionnent Leiserowitz et ses collaborateurs (2019), les rapports du GIEC ainsi que Thunberg sont tous les deux considérés comme étant des motifs et des sources de confiance pouvant déployer des stratégies de communication délibérées.

En somme, ces trois opérations essentielles de cadrage sont des tâches interdépendantes dans la construction de cadres qu'une action collective exécute de façon stratégique (Snow et Benford, 1988). En effet, les cadrages ne sont jamais neutres et ont toujours comme objectif de définir un problème, identifier des solutions et justifier l'appel à l'action pour motiver les adhérents à s'engager dans une cause (Molder et al., 2015).

Principaux cadres de l'action collective (cadres cardinaux)

Manifestement, l'une des stratégies les plus importantes qui seront discutées dans cette section est l'utilisation des cadrages par les acteurs internes de l'organisation de la manifestation. À titre de rappel, comme discuté dans le cadre conceptuel, les différents cadrages sont généralement utilisés par des acteurs afin de définir un problème public ou un enjeu, et ce, dans le but d'arriver à un résultat souhaité. Ainsi, à l'aide de l'analyse des résultats de l'étude, il a été possible de mettre en lumière les principaux types de cadrages utilisés par les acteurs responsables de la manifestation, qui sont notamment en lien avec cette définition problématique. En effet, les résultats de l'analyse confirment que plusieurs types de cadrages, ou encore des angles narratifs ont été adoptés par les groupes militants responsables de la manifestation pour définir le problème ou bien engager les adhérents. Fondamentalement, trois types de cadrages principaux sont ressortis de cette analyse (le cadrage économique, le cadrage scientifique et le cadrage émotionnel).

En ce qui concerne le cadrage économique, soit le type de discours relié aux conséquences climatiques sur l'économie ou encore sur les emplois, les résultats de l'analyse indiquent que ce type de narratif a été principalement utilisé par les organisations syndicales. En effet, ce cadrage a été employé par ce type d'acteurs afin de mobiliser les membres et les employeurs dans les milieux de travail. Grâce à son utilisation, plusieurs personnes et organisations ont été sensibilisées à la cause et se sont notamment mobilisées puis ont participé à la manifestation. Comme le mentionne Guertin-Armstrong (2018, p.40) « au Canada, les études sur le cadrage montrent que la dimension économique des changements climatiques est de plus en plus importante dans le débat public ». Toutefois, si l'on regarde

de plus amples recherches dans la littérature, il est possible de s'apercevoir que l'efficacité du cadrage économique est parfois mitigée. En effet, d'après l'écrit de Bernauer et McGrath (2016), l'utilisation des cadrages en lien avec la création d'emplois verts, par exemple, ne semble pas toujours avoir de l'effet quant à la mobilisation d'acteurs. Enfin, dans le cadre du cas étudié, d'après les données analysées l'utilisation du cadre économique semble avoir été bénéfique pour mobiliser des acteurs externes, et ce, surtout dans les milieux syndicaux par l'entremise de slogans ou encore de publications.

Concernant le cadrage scientifique, soit les discours en lien avec des activités ou des faits scientifiques, les données de l'analyse montrent que ce type de narratif a notamment été employé par la majorité des militants responsables de la manifestation afin de mobiliser des acteurs. D'ailleurs, certains auteurs dans la littérature en lien avec les mouvements sociaux croient que l'utilisation du cadrage scientifique employé de façon visuelle est notamment plus efficace. Par exemple, pour Van Beek et ses collaborateurs (2020), il est important de transmettre les faits scientifiques à travers des concepts de visualisation en raison de la complexité de l'enjeu des changements climatiques :

An important way in which environmental scientific information is conveyed is through visualizations, such as data visualizations, infographics, maps and photographs. Because environmental issues such as climate change are long-term, complex and large-scale processes that are not directly observable, images are exceptionally powerful in “visualizing the unimaginable” (p.497).

Par ailleurs, d'autres auteurs soulignent que la simplicité est un facteur qui est d'autant plus efficace que les faits scientifiques. En effet, comme le soulève Lakoff (2010, p.79) dans son écrit, il est parfois préférable d'oublier les faits et les chiffres et de plutôt se concentrer sur des thèmes et des récits généraux qui intègrent les points qu'on doit faire valoir, étant

donné que la science n'est pas suffisante pour atteindre et changer des comportements. Dans le même ordre d'idées, Leiserowitz (2006, p.47) met de l'avant l'incapacité des preuves scientifiques à mobiliser et motiver à elle seule des acteurs. Enfin, dans le cadre de ce mouvement, le cadrage scientifique a été utilisé autour de la publication du rapport du GIEC (2018) par l'ensemble de la coalition, et ce, en même temps que l'apparition du mouvement représenté notamment par Greta Thunberg et qui appuyait les revendications liées à la science. D'après les données recueillies et analysées, il est donc possible d'en conclure que dans le cadre de ce mouvement, l'utilisation du cadrage scientifique a été utile quant à la mobilisation et la sensibilisation d'acteurs externes.

Pour ce qui est du cadrage émotionnel, c'est-à-dire les discours utilisant l'émotion comme élément argumentatif ou de persuasion, les résultats de cette recherche tentent de démontrer que son utilisation est un outil approprié afin d'attirer l'attention et l'engagement des acteurs externes. Comme le mentionne Lakoff (2010, p.72), les cadrages émotionnels ont des liens et des connexions directes avec les régions émotionnelles du cerveau qui sont à leur tour responsables des décisions, des réactions et des pensées rationnelles. Ainsi, l'utilisation du cadrage par émotion joue un rôle important dans les processus de cadrage stratégique d'un mouvement (Cadena-Roa, 2002, p.205). Par ailleurs, la littérature mentionne aussi parfois que le cadrage par émotion peut avoir un effet différent de celui qui est désiré. Selon O'Neill et Nicholson-Cole (2009), il faut faire attention avec l'utilisation de cette stratégie, car même si elle peut attirer l'attention du public, cette dernière peut aussi mener au déni ou au rejet des idées promues à l'aide d'un cadrage par émotion. En d'autres termes, ces auteurs mentionnent que l'utilisation des émotions comme la peur peut mener à une contre-

productivité du mouvement (O'Neill et Nicholson-Cole, 2009, p.359). Toutefois, les résultats de l'analyse des données recueillies grâce aux entretiens et à l'analyse documentaire ont montré que l'utilisation du cadrage par émotion faisait assurément partie de la stratégie de communication de la coalition responsable de la manifestation. En effet, comme nous l'avons vu dans la section précédente, l'écoanxiété a été employée stratégiquement sur les réseaux sociaux de certains groupes militants. Cette adoption stratégique a notamment été discutée lors de certaines rencontres de planification où l'utilisation de « hashtags » a été considérée comme tactique dans le plan de communication de la coalition. D'ailleurs, comme le mentionne Manash (2018, p.2), les « hashtags » activistes sont devenus très populaires dans le monde des mouvements sociaux et ont amené un certain changement au niveau de la participation d'adhérents puisque l'engagement peut à la fois être virtuel, ce qui mobilise notamment un plus grand nombre de participants étant donné la facilité d'utiliser ces « hashtags » sur les réseaux sociaux ou encore de partager et d'aimer des publications en lien avec les mouvements. De plus, selon la littérature en lien avec les mouvements sociaux, les stratégies utilisées connaissent aussi des changements innovants dans le temps, notamment sous l'influence de nouvelles technologies. En effet, comme le mentionnent Porta et Diani (2006, p.183), ces nouvelles tactiques sont d'ailleurs « constamment créées dans le but de rejoindre les critères médiatiques ». Selon Cotonoir et ses collaborateurs (1999, p.29), depuis déjà quelques années, les mouvements contemporains expriment différemment leurs préoccupations par des moyens plus expressifs en mobilisant des réseaux d'information et de solidarité.

Enfin, à travers les recherches menées dans le cadre de cette étude, il est possible de réaliser que ces types de discours ont tous des effets différents et attirent des acteurs distincts provenant de divers secteurs d'activités.

Processus d'alignement des cadres

L'interprétation des résultats de l'étude à l'aide du cadre conceptuel a permis de mettre en lumière deux principaux types de processus d'alignement des cadres dans le contexte de ce mouvement, soit l'extension de cadre (*frame extension*) et la transformation de cadre (*frame transformation*).

Extension de cadre

Tel que nous l'avons vu, l'extension de cadre est une stratégie qui sert à élargir les intérêts initiaux dans le but d'inclure et d'harmoniser les valeurs d'acteurs provenant de divers secteurs. Comme le mentionnent Snow et ses collaborateurs (1986, p.472), les responsables d'un mouvement sont parfois amenés à étendre les limites de leur cadre initial afin d'englober des intérêts ou des points de vue différents des objectifs primaires, mais qui ont une importance considérable pour les adhérents potentiels. Ceci se traduit à persuader différents types de personnes à descendre dans la rue, et par conséquent, résulte à des manifestations plus importantes (Somma et Medel, 2019, p.236). En d'autres termes, le mouvement s'élargit et laisse place à la création d'une coalition. De même, comme le mentionnent Somma et Medel (2019), les responsables des mouvements sociaux sont sujet à se poser des questions lorsque vient le temps de construire leurs stratégies de cadrage : « Quels sont les groupes et/ou organisations qui devraient être mobilisés ? Qu'en est-il de la création d'alliances avec d'autres personnes ? Si oui, avec qui ? Quels sont les cadres, les slogans et les revendications

qui doivent être exprimés pour attirer les adhérents et faire pression sur les autorités ? Qui doit être tenu responsable du problème afin de motiver la contestation ? » (p.235). L'analyse des résultats de l'étude a permis de mettre en exergue divers liens, alliances, voire des coalitions formées de façon stratégique dans le seul but d'atteindre un objectif. En effet, afin de maximiser la mobilisation, chaque groupe d'acteurs de la coalition responsable de la manifestation a engagé son propre secteur. Pour Lipsky (1965, p.163), il est important de maximiser l'implication de parties prenantes dans les conflits et les mouvements sociaux. En d'autres termes, la force de la diversité constitue une stratégie en soi. Comme cela a été vu dans la présentation des résultats et comme le mentionnent Benford et ses collaborateurs (2012, p.248), la sollicitation de divers acteurs est importante et il est d'autant plus nécessaire d'adapter les types de discours selon le public cible. Ainsi, dans le cas du mouvement étudié, l'extension de cadre, voire l'élargissement du mouvement semble s'être créé de façon beaucoup plus importante lorsque les jeunes militants et les étudiants ont joint la contestation. Tel que vu dans la présentation des résultats, l'arrivée des étudiants dans le mouvement a laissé place à de nouveaux cadres dans l'espace du mouvement environnemental au Québec. En effet, selon les résultats, le message d'urgence que les jeunes militants revendiquent semble avoir plus de poids lorsqu'il est soulevé par ces derniers. Ainsi, tel que l'analyse des résultats le démontre, le discours des jeunes a été instrumentalisé par l'ensemble de la coalition, c'est-à-dire que leur message a été utilisé en vue d'obtenir une plus grande participation à la manifestation et pour avoir un meilleur impact auprès des décideurs. Par conséquent, cette extension de cadre voire l'instrumentalisation du discours des jeunes peut être vue comme une stratégie visant à élargir les intérêts initiaux du mouvement vert au Québec dans le but de créer une manifestation plus importante. Il est d'ailleurs possible de

voir que parmi tous les secteurs mobilisés, ce sont les jeunes militants qui semblent avoir rallié le plus de personnes à la cause, c'est-à-dire qu'ils étaient plus nombreux à manifester lors des différentes mobilisations (Wahlström et al. 2019). D'après la littérature, la participation des jeunes militants a tendance à augmenter la portée des manifestations (Somma et Medel 2019), et ce, pour plusieurs raisons liées à leurs discours propres à la jeunesse qui résulte à des mécanismes de recrutement de masse et à l'implication d'écoles entières dans les manifestations (Almeida 2019). Selon Molder et ses collaborateurs (2022), ce qui explique ce phénomène peut être en lien avec les stratégies de communication des jeunes activistes qui sont différentes de celle des générations précédentes illustrant une grande distinction quant à l'habilité de diffuser les messages et motiver de nouveaux adhérents. En effet, il semblerait que le discours des jeunes activistes a réussi à convaincre et à attirer plusieurs adultes à participer au mouvement grâce à leur stratégie de cadrage visant à appeler les adultes à prendre responsabilité et à protester eux aussi (Wahlström et al. 2019).

Transformation de cadre

La deuxième stratégie d'alignement étant ressortie de l'analyse est la transformation de cadre. Comme nous l'avons vu, cette stratégie a pour but de changer les cadres existants ou de transformer leur signification initiale. Les résultats de l'analyse ont montré que dans le cas de ce mouvement, ce sont des acteurs externes comme les partis politiques, le gouvernement ou les médias qui ont utilisé cette stratégie. En effet, les cadrages sont non seulement utilisés par les acteurs internes, mais aussi par les parties prenantes externes. Dans la littérature scientifique sur les cadrages, Goffman (1974) s'intéresse à l'influence que peuvent avoir les journalistes sur les mouvements sociaux dépendamment du cadre choisi par

ces derniers. D'après Goffman (1974), il existe diverses façons pour les journalistes de dépeindre un événement dans la couverture médiatique, c'est-à-dire que la représentation choisie dépend du cadre employé par les journalistes. Selon d'autres auteurs, les médias peuvent aussi parfois livrer une interprétation différente de celle conçue par les acteurs internes, et ce, dans le but d'influencer le public et d'imposer de la pression sur les acteurs publics (Hendarto, 2013, p.90) ou encore pour construire un enjeu politique ou une source de controverse publique (Nelson et al., 1997, p.567). Ainsi, comme le mentionnent Nelson et ses collaborateurs (1997, p.567), le rôle des médias consiste à rapporter des faits, mais aussi à influencer la direction des opinions des individus, surtout lorsque les positions publiques sont ambivalentes (Nelson et al., 1997, p.567-570), et ce, d'autant plus puisque les gens s'appuient sur les présentations des médias pour interpréter et comprendre les questions complexes entourant la science du climat (O'Neil et al, 2015). Comme nous l'avons vu dans la présentation des résultats de cette étude, dans le cadre de ce mouvement, les acteurs externes ont tenté de transformer les cadrages employés par les acteurs internes responsables de l'organisation de la manifestation en employant des termes comme « marche pour le climat » au lieu d'utiliser des termes revendicateurs initialement employés, comme « la grève » ou « la manifestation ». Dans la même veine, selon les acteurs internes responsables de la manifestation, l'instauration de la journée institutionnelle émise par les acteurs externes dans la plupart des établissements scolaires a aussi enlevé le sens revendicateur du mouvement de grève puisque la plupart des élèves se sont retrouvés libérés des cours de classe au lieu d'effectuer une cessation ou un séchage de cours de façon collective. Les acteurs de la coalition interne ont notamment revendiqué cette transformation de cadre et ont qualifié ces actions comme étant une tentative de dépolitisation de l'enjeu environnemental.

Selon Comby (2019), la dépolitisation fait référence à une requalification du problème comme enjeu non politique ou au déclin des aspects politiques face à un enjeu. De même, d'après Koren (2003, p.73), la dépolitisation est destinée à contourner l'attention des problèmes de fond dans le but de mettre l'accent sur des enjeux de moindre importance. D'ailleurs, dans la littérature, certains auteurs s'intéressent à la dépolitisation des enjeux environnementaux en lien avec la médiatisation (Comby, 2015; 2016) ainsi qu'avec le rôle que la presse écrite peut jouer dans les discours qu'elle véhicule (Cox, 2019). Dans le cadre de cette recherche, la transformation des cadres, soit la dépolitisation des cadres, a été employée par les acteurs externes, tels que les médias, ce qui a eu effet sur le caractère revendicateur du mouvement. Comme le mentionne Koren (2003, p.69), cette dépolitisation se traduit parfois par la réduction d'esprit critique, d'intention protestataire et de révolte. Enfin, comme le mentionne Comby (2015), la dépolitisation des enjeux climatique, soit la transformation de cadre en lien avec les enjeux de l'environnement peut avoir des effets sociaux négatifs et peut être écologiquement dévastatrice.

Contributions de l'étude

Cette étude a contribué à la littérature en lien avec les mouvements sociaux dans plusieurs sens. D'ailleurs, grâce à l'utilisation du cadre conceptuel en lien avec les cadrages, cette recherche a permis de connaître les stratégies utilisées par les militants responsables de l'organisation de la manifestation ayant contribué à faciliter la mobilisation des parties prenantes. D'une part, cette étude de cas a permis de découvrir les stratégies de communication et les modes d'action utilisés par les organisations et les acteurs afin de mobiliser la population autour de l'enjeu climatique. D'autre part, l'utilisation du cadre

conceptuel en lien avec le processus de cadrage a démontré sa pertinence dans le contexte des mouvements sociaux en lien avec les enjeux environnementaux. En d'autres termes, la recherche supporte la théorie existante et confirme l'utilité des cadrages. De façon générale, cette recherche contribue à la littérature puisqu'elle répond aux lacunes liées au manque de travaux en lien avec le militantisme environnemental au Québec (Poirier et Savard, 2015, p.20). Par conséquent, la présente étude a permis de mieux comprendre les éléments ayant contribué à l'avènement de la plus grande mobilisation de l'histoire du Québec et du Canada (Dupuis-Déri, 2021, p.1). Plus précisément, cette étude de cas favorise la compréhension du contexte du mouvement international #fridayforfuture (FFF) ainsi que le mouvement de grèves mondial pour le climat (*Earth Strike*), d'autant plus que la manifestation de Montréal en 2019 fut la plus grande manifestation du mouvement international au complet (Dupuis-Déri, 2021, p.1). Alors que les recherches précédentes en lien avec ce mouvement se sont concentrées sur les causes du mouvement, la signification politique du mouvement ou encore les attitudes politiques des jeunes (Dupuis-Déri, 2021; Parth et al. 2020; Wahlström et al. 2019; Molder et al. 2022; Sabherwal et al. 2021), cette recherche s'est plutôt concentrée sur le processus de cadrage et les moyens de communication du mouvement. Par ailleurs, cette recherche contribue à l'avancement des connaissances en lien avec le fonctionnement des mouvements sociaux des jeunes et des nouveaux mouvements sociaux (NMS) qui se différencient des anciens en raison de leur structure, constitution et idéologie distinctes (Staggenborg, 2012, p.23). Ainsi, dans le cadre de la présente étude, il est possible de voir que la structure du mouvement ainsi que le regroupement de divers acteurs se sont réalisés de façon différente, soit de façon plus rapide et fluide (Dufour et al., 2015, p.131). Cette recherche apporte donc un nouvel aperçu sur les relations entre les divers acteurs impliqués dans la planification de

cette manifestation, en l'occurrence, la coalition qui s'est formée entre les organisations syndicales, les étudiants, les groupes environnementaux, etc. Enfin, cette étude est pratique et pertinente non seulement pour la littérature en lien avec les mouvements sociaux, mais aussi pour les groupes militants eux-mêmes, étant donné qu'ils seront en mesure d'en apprendre davantage sur l'efficacité des cadrages dans le contexte de la mobilisation relativement aux enjeux environnementaux. En d'autres termes, grâce aux conclusions de cette étude, cette recherche pourrait servir d'outil ou de repère pour les groupes de militantisme s'intéressant aux stratégies et aux processus liés aux cadrages et aux types de discours employés dans le cadre de mouvements pour le climat.

Limites de l'étude

Comme toute recherche, cette étude de cas comporte des limites. Une des limites identifiées est en lien avec le cadre conceptuel. En effet, un des concepts du cadre conceptuel, soit la résonance, n'a pas pu être traité et présenté dans les résultats de cette étude. Tel que nous l'avons vu conformément au cadre conceptuel, le concept de la résonance sert à expliquer l'efficacité des stratégies de cadrage et de communication (Benford et Snow, 1988). En d'autres termes, il s'agit des cadres qui « résonnent » davantage et qui contribuent de meilleure façon à l'atteinte des objectifs des mouvements sociaux (Gahan et Pekarek, 2013, p.765). Ainsi, il a été impossible de proposer des observations à ce sujet. Pour arriver à traiter le concept de la résonance dans cette étude, il aurait fallu élargir le public cible et s'intéresser aux acteurs externes qui ont reçu les messages issus des différents cadrages afin d'évaluer si ces derniers ont contribué à une meilleure atteinte des objectifs du mouvement. Nous avons aussi identifié une limite quant à la méthode de collecte de données, soit l'analyse

documentaire. Plus précisément, la documentation interne reçue par les répondants a été limitée. En d'autres termes, ce ne sont pas tous les documents internes qui ont été fournis par la coalition militante. Par exemple, nous n'avons eu accès qu'à quelques comptes-rendus de rencontres de planification, puisque ces réunions n'étaient pas toujours documentées. De plus, il a aussi été difficile de répertorier tous les documents consultés avec la méthode d'analyse documentaire, puisqu'il existe une multitude de publications sur les sites Internet, les réseaux sociaux ou encore dans les journaux. Cela signifie qu'il a été en quelque sorte abstrait de répertorier le nombre de tous ces documents consultés. Par ailleurs, il existe des limites en lien avec l'échantillon, c'est-à-dire qu'il ne représente pas toutes les organisations impliquées dans la planification de cette manifestation, mais est tout de même, autant que possible, représentatif de la population accessible (Fortin et Gagnon, 2010). En outre, la population accessible fait référence aux membres de la population et aux individus admissibles pour participer à l'étude, mais qui ne souhaitent pas y participer ou qui ne sont pas disponibles au moment de la collecte des données (Asiamah et al., 2017, p.1614). De plus, comme nous l'avons mentionné, la table de concertation était ouverte à toutes personnes et toutes organisations intéressées à se joindre à la planification de la manifestation. Par conséquent, il a été impossible de dresser une liste exhaustive des individus et des organisations ayant participé. À cet effet, étant donné le nombre d'organisations internes impliquées dans la planification de ce mouvement, nous avons décidé de nous concentrer sur les organisations ayant commencé le mouvement au Québec et y ayant contribué davantage. Ainsi, en prenant en compte cette considération, nous avons mené des entretiens semi-dirigés avec les organisations et les militants au cœur du mouvement, soit les organismes syndicaux, les ONG et OBNL, les collectifs étudiants et les collectifs citoyens. Enfin, bien que la

généralisation reste une limite quant aux recherches qualitatives (Roy, 2006), il est tout de même possible de tenir compte du processus de généralisation analytique dans le contexte des études de cas, soit de généraliser les résultats obtenus à une proposition théorique et non à des populations (Yin, 1984).

Pistes de recherches futures

Il existe quelques pistes et des perspectives pour les recherches futures en lien avec cette étude. D'ailleurs, certaines de ces perspectives de recherches proviennent des limites identifiées précédemment.

Premièrement, une des pistes de recherches futures en lien avec une des limites présentées dans la section précédente serait de s'intéresser au concept de la résonance. Tel que nous l'avons vue dans la section portant sur les limites de l'étude, la résonance est en lien avec l'efficacité des stratégies de cadrage et de communication. Dans ce sens, il serait intéressant pour de futures recherches, d'élargir le public visé afin d'interviewer des acteurs externes en plus des organisations responsables de la planification de manifestation afin d'évaluer l'efficacité des cadrages et des moyens de communication auprès des acteurs ayant reçu les messages.

Deuxièmement, il serait intéressant de se pencher sur l'ensemble du mouvement de grève pour le climat au Québec. En d'autres termes, il serait intéressant de mener cette étude à plus grande échelle, soit au niveau national. Ceci permettrait notamment de voir si chaque région de la province québécoise a eu recours aux mêmes stratégies de cadrage. Dans le même sens, il serait aussi intéressant d'effectuer une étude comparative afin de comparer le mouvement

survenu au Québec avec les autres mouvements de grève pour le climat qui ont eu lieu ailleurs à l'échelle internationale.

Finalement il serait aussi pertinent d'étendre la période d'analyse, puisque le mouvement de grève pour le climat est toujours en cours. En effet, étant donné que les conséquences des changements climatiques continuent d'être et puisqu'ils perdureront, il est essentiel de se pencher sur l'évolution du mouvement FFF (Molder, 2022). Ainsi, il serait intéressant d'étudier comment les pratiques de cadrage ont évolué depuis 2019 afin de découvrir de nouvelles perspectives, notamment en lien avec les cadres et les moyens de communication que les jeunes générations utilisent dans ce contexte politique global contemporain (Molder, 2022).

BIBLIOGRAPHIE

- Ancelovici, M. (2013). « Les manifestations comme moyen d'expression politique », *Ligue des droits et libertés*, [en ligne], <https://liguedesdroits.ca/wp-content/fichiers/rapport-ancelovici-02-12-2013final.pdf>
- Almeida, PD. (2019). « Social Movements: The Structure of Collective Mobilization », *Berkeley: University of California Press*.
- Archibald, M. M., Ambagtsheer, R. C., Casey, M. G. et Lawless, M. (2019). « Using Zoom Videoconferencing for Qualitative Data Collection: Perceptions and Experiences of Researchers and Participants », *International Journal of Qualitative Methods*.
- Asiamah, N., Mensah, H. K., et Oteng-Abayie, E. (2017). « General, target, and accessible population: Demystifying the concepts for effective sampling ». *The Qualitative Report*, 22(6), pp.1607-1621.
- BBC. (2020, 28 février). « Greta Thunberg : Who is she and what does she wants? », [en ligne], <https://www.bbc.com/news/world-europe-49918719>
- Béal, V. (2013). « La dépolitisation Canada de l'action publique environnementale. Sélection des acteurs et transformation des rapports politiques/politics dans les villes françaises et britanniques », *L'action publique sélective*, LGDJ, pp.203-225.
- Bélanger, A. (2011). « Fédéralisme canadien et lutte contre les changements climatiques », *Forum constitutionnel*, 20 (1), 20 p.
- Benford, R. et Snow, D. (2000). « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, pp.611-639.
- Benford, R., Snow, D. et Plouchard, N. (2012). « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, (99), pp.217-255.
- Blais, M. et Martineau, S. (2006). « L'analyse inductive générale : Description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *Recherches Qualitatives*, 26(2), 26 p.
- Bureau du vérificateur général du Canada (BVG). (2012). « Printemps 2012 — Rapport du commissaire à l'environnement et au développement durable », [en ligne], https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/francais/parl_lp_f_901.html
- Bush, E. et Lemmen, D.S. (2019). « Rapport sur le climat changeant du Canada », Gouvernement du Canada, Ottawa, Ontario, 446 p.

- Cadena-Roa, J. (2002). « Strategic Framing, Emotions, And Superbarrio—Mexico City's Masked Crusader », *Mobilization*.
- Climatoscope. (2019). « Jeunes et changements climatiques », [en ligne], <https://climatoscope.ca/article/jeunes-et-changements-climatiques/>
- Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES). (2019). « Argumentaire de grève ».
- Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES). (2019). « Dear Greta, the Montreal youth has a message for you ».
- Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES). (2019). « Rapport bi-annuel ».
- Comby, J.B. (2015). « La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public », Paris, *Raisons d'Agir*, 250 p.
- Comby, J. B. (2019). « Retour sur la dépolitisation des enjeux écologiques », dans Manuel indocile de sciences sociales, *La Découverte*, pp. 470-480.
- Contamin, J. (2009), « Analyse des cadres », dans Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, *Presses de Sciences Po*, pp. 38-46.
- Cotnoir, L., Maheu, L. et Vaillancourt, J. (1999). Chapitre 2. « Mouvements de base et groupes environnementaux », dans *La gestion écologique des déchets*, Presses de l'Université de Montréal, pp.35-48.
- Cour suprême du Canada. (2021). « Jugements de la Cour suprême. Renvoi relatif à la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre », [en ligne], <https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/fr/item/18781/index.do>
- Cox, V. (2019) « Dépolitiser la cause environnementale? Analyse argumentative du discours écologique dans la presse écrite belge francophone », [en ligne], <https://matheo.uliege.be/request-copy/2268.2/8296/41709/M%c3%a9moire%20COX%20Vicky.pdf>
- CSN. (2019, 30 septembre). « La plus grande manifestation de l'histoire du Canada », [en ligne], <https://www.csn.qc.ca/actualites/la-plus-grande-manifestation-de-lhistoire-du-Canada/>

- Dalton, R. (2007). « The Good Citizen : How the Young are Transforming American Politics », Washington DC, *CQ Press*.
- Davidson, D. (2018). « Changement climatique », dans l'Encyclopédie canadienne [en ligne], <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/changement-climatique>
- Dostie-Goulet, E. (2011). « Jeunesse et démocratie – État des lieux », *Éthique publique*, 13(2).
- Dufour, P. (2019). « Manifestation monstre pour le climat : des intérêts trop divergents nuisent à la lutte », *The Conversation*, [en ligne], <https://theconversation.com/manif-monstre-pour-le-climat-des-interets-trop-divergents-nuisent-a-la-lutte-124688>
- Dufour, P., Bherer, L. et Rothmayr Allison, C. (2015). « Faire la politique soi-même : Le cas des mobilisations contre le gaz de schiste au Québec », *Canadian Journal of Political Science*, 48(1), pp.125-146.
- Dufour, P. et Goyer, R. (2009). « Analyse de la transnationalisation de l'action collective : proposition pour une géographie des solidarités transnationales », *Sociologie et sociétés*, 41(2), pp.111–134.
- Dupuis-Déri F (2021) « Youth Strike for Climate: Resistance of School Administrations, Conflicts Among Students, and Legitimacy of Autonomous Civil Disobedience - The Case of Québec », *Frontiers in Political Science*.
- Environnement et Changement climatique Canada. (2017). « Lois », Gouvernement du Canada, [en ligne], <https://ec.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=E826924C-1&wbdisable=true#:~:text=La%20plupart%20des%20esp%C3%A8ces%20d,1916%20avec%20les%20%C3%89tats%20Dunis.>
- Environnement et Changement climatique Canada. (2019). « Le gouvernement du Canada réagit à la contestation judiciaire de l'Ontario », Gouvernement du Canada, [en ligne], <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2019/01/le-gouvernement-du-canada-reagit-a-la-contestation-judiciaire-de-lontario.html>
- Environnement Jeunesse, (2019). « Rapport annuel 2018-2019 », [en ligne], https://enjeu.qc.ca/wp-content/uploads/2019/05/Rapport_annuel_2018-2019.pdf
- Environnement Jeunesse, (2020). « Rapport annuel 2019-2020 », [en ligne], https://enjeu.qc.ca/wp-content/uploads/2020/05/Rapport_19-20.pdf
- Fortin, M-F. et Gagnon, J. (2010). « Fondements et étapes du processus de recherche, Méthodes qualitatives et quantitatives », 2^{ème} édition, Chenelière Éducation, Québec, Canada.

- Fortin, M-F. et Gagnon, J. (2016). « Fondements et étapes du processus de recherche, Méthodes qualitatives et quantitatives », 3^{ème} édition, Chenelière Éducation, Québec, Canada.
- Fridays for Future. (2020a). « Global Digital Strikes », [en ligne], <https://fridaysforfuture.org/next-big-strike-april-24/>
- Fridays for Future. (2020b). « Strike Statistics », [en ligne], <https://www.fridaysforfuture.org/statistics/graph>
- Frioux, S. et Lemire, V. (2012). « Pour une histoire politique de l'environnement au 20^e siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1(113), pp.3-12.
- FTQ. (2019). « La FTQ en campagne pour une transition énergétique juste de l'économie – Portrait socio-économique de la région Laurentides-Lanaudière », [en ligne], <https://ftq.qc.ca/communiqués/ftq-campagne-transition-energetique-de-leconomie-portrait-socio-economique-de-region-laurentides-lanaudiere/>
- Gahan, P. G. et Pekarek, A. (2013). « Social Movement Theory, Collective Action Frames and Union Theory: A Critique and Extension », *British Journal of Industrial Relations*, 51(4), pp. 754-776.
- Gendron, C. et Vaillancourt, J. (2003). « Développement durable et participation publique : De la contestation écologiste aux défis de la gouvernance », *Presses l'Université de Montréal*, 408 p.
- GIEC, (2018). « Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté », [en ligne], https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf
- Goffman, E. (1974). « Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience », Cambridge, MA: *Harvard University Press*.
- Golsorkhi, D., Bergeron, H., Castel, P., Durand, R. et Leca, B. (2011). « Mouvements sociaux, organisations et stratégies », *Revue française de gestion*, 217(8), pp.79-91.
- Gouvernement du Canada. (2018). « Loi canadienne sur la protection de l'environnement : plans et politiques », [en ligne], <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/registre-environnemental-loi-canadienne-protection/plans-politiques.html>

- Gouvernement du Québec. (2012). « Le Québec en action. Vert 2020. Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques », Québec : Gouvernement du Québec, [en ligne], http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/plan_action/pacc2020.pdf
- Grinspun, D. 2011. « Evidence Based Clinical Practice and Work Environment Guidelines Developed by the Registered Nurses' Association of Ontario », *Enfermería clínica* 21(1), 1-2.
- Hendarto, K. (2013). « Stakeholder Analysis on Boycott Movement: A Preliminary Study Using Media Contexts », *ASEAN Marketing Journal*.
- Hudon R., & Poirier C. (2011). « La politique, jeux et enjeux, action en société, action publique et pratiques démocratiques », Québec, *Presses de l'Université de Laval*, 471 p.
- Humble, A. M. (2009). « Technique triangulation for validation in directed content analysis », *International Journal of Qualitative Methods*, 8(3), pp.34-51.
- Hummel, M. (2020). « Mouvements écologistes au Canada ». dans l'Encyclopédie canadienne [en ligne], <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/mouvements-ecologistes>
- Ilardo, L. (2021, 29 septembre). « Ce n'était pas une "marche pour le climat" », *Le Devoir*, [en ligne], <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/636354/idees-ce-n-etait-pas-une-marche-pour-le-climat>
- King, B. (2008). « A Social Movement Perspective of Stakeholder Collective Action and Influence », *Business & Society*, 47(1), pp.21-49.
- Koren, R. (2003). « Stratégies et enjeux de la "Dépolitisation par le langage" dans un corpus de presse actuelle », *Grevisse, Benoît & Annick Dubied* (éds), pp. 65-83.
- Kriesi, H. (2009). « Les mouvements sociaux et le système politique : quelques remarques sur les limites de l'approche du processus politique », *Sociologie et sociétés*, 41(2). Pp.21-38.
- Kroft, P.J., MacDiarmid, V. et Lees, L. (2020). « Changement climatique et contestations constitutionnelles », [en ligne], https://www.stikeman.com/fr-ca/savoir/droit-canadien-energie/changement-climatique-et-contestations-constitutionnelles#_ftn7
- La planète s'invite au Parlement (2019). « Bien plus qu'une coalition », [en ligne], <https://laplanetesinvite.org/le-collectif-2/>

- Lakoff, G. (2010). « Why it Matters How We Frame the Environment », *Environmental Communication*, 4(1), pp.70-81.
- Le Devoir (2019). « Des jeunes mobilisés pour le climat demandent de rencontrer François Legault », [en ligne], <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/555303/conseil-general-de-la-caq-des-etudiants-reclament-une-rencontre-avec-legault>
- Lemieux, V. (1998). « Les coalitions. Liens, transactions et contrôles », Paris, *Presses universitaires de Canada*, 229 p.
- Lipsky, M. (1965). « Protest and City Politics », Chicago, *Rand McNally & Co.*
- Manash, G. (2018). « Social Media and Hashtag Activism », *Liberty Dignity and Change in Journalism*, pp.252-262.
- McAdam, D., McCarthy, J. et Zald, M. (1996). « Introduction: Opportunities, mobilizing Structures, and framing processes—Toward a synthetic, comparative perspective on social movements », dans D. McAdam, J. D. McCarthy, & M.N. Zald (Eds.), *Comparative perspectives on social movements*, New York, *Cambridge University Press*, pp. 1-20.
- McCarthy, J. et Zald, M. (1977). « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82(6), pp.1212-1241.
- Melucci, A. (1980). « The new social movements: a theoretical approach », *Social science Information*, 19(2), pp.199-226.
- Melucci, A. (1996). « Challenging Codes: Collective Action in the Information Age », Cambridge, *Cambridge University Press*.
- Ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques. (2021a). « Bilans des plans d'action sur les changements climatiques », [en ligne], <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/bilan.htm>
- Ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques. (2021b). « Partenariats », [en ligne], <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/partenariats.asp>
- Molder, A. L., Lakind, A., Clemmons, Z. E., & Chen, K. (2022). « Framing the Global Youth Climate Movement: A Qualitative Content Analysis of Greta Thunberg's Moral, Hopeful, and Motivational Framing on Instagram », *The International Journal of Press/Politics*, 27(3), pp.668–695.
- Montigny, É. (2017). « La démocratie, les citoyens et l'État », dans Nelson Michaud (dir.), *Secret d'États ?*, Québec, *Presses de l'Université du Québec*, 732 p.

- Morris, A. et Mueller, C. (dir.). (1992). « Frontiers in Social Movement Theory », New Haven (CT), *Yale University Press*.
- Nelson, T., Clawson, R. et Oxley, Z. (1997). « Media Framing of Civil Liberties and Its Effects on Tolerance », *The American Political Science Review*, 91(3), pp. 567-583.
- Neveu, E. (2005). « Sociologie des mouvements sociaux ». *La Découverte, Repères*, 128 p.
- O'Neill, S. et [Nicholson-Cole](#), S. (2009). « Fear Won't Do It: Promoting Positive Engagement With Climate Change Through Visual and Iconic Representations ». *Science Communication – SCI COMMUN*
- O'Neill, S., Williams, H., Kurz, T., Wiersma, B., Boycoff, M. (2015) « Dominant frames in legacy and social media coverage of the IPCC Fifth Assessment Report ». *Nature Clim Change*, (5), pp.380–385.
- Parth A.M., Weiss J., Firat R., Eberhardt, M. (2020). « “How Dare You!”—The influence of Fridays for Future on the political attitudes of young adults », *Frontiers in Political Science*.
- Pasquier, V. (2018). « Lost in translation : la délicate importation de la campagne Fight for 15 en Canada », *Mouvements*, (95), 116 p.
- Poirier, S., Robitaille, D. et Roy, S. (2018). « L'étendue de la compétence constitutionnelle du Québec en environnement : un regard sur l'enjeu du transport interprovincial d'hydrocarbures », *Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE)*, [en ligne], <https://www.cqde.org/wp-content/uploads/2018/07/IRAI-%C3%89tude-n%C2%B0-2-%C3%89tendue-de-la-comp%C3%A9tence-constitutionnelle-du-Qu%C3%A9bec-en-environnement.pdf>
- Poirier, V. et Savard, S. (2015). « Présentation : le militantisme environnemental au Québec, ou comment l'environnement est devenu un enjeu politique », *Bulletin d'histoire politique*, 23(2), pp.15–31.
- Pope, C., Ziebland, S., & Mays, N. (2000). « Qualitative research in health care: Analysing qualitative data », *BMJ*, 320, pp.114-116.
- Porta, D. et M. Diani (dir.) (2006). « Social Movements. An Introduction, 2e éd », Malden, Oxford, Blackwell Publishing, 345 p.
- Radio-Canada (2019). « Marée humaine pour le climat dans les rues de Montréal », [en ligne], <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1158421/manifestation-marche-greve-etudiant-enfant-eleve-montreal-climat-greta-thunberg>
- Rochon, T. (1998). « Culture Moves: Ideas, Activism, and Changing Values », Princeton:

Princeton University Press.

- Roy, S. N. (2006). « L'étude de cas », dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, 4^e éd., Québec, *Presses de l'Université du Québec*.
- Roy, S. N. (2009). « L'étude de cas », dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, 5^e éd., Québec *Presses de l'Université du Québec*.
- Sabherwal, A., Ballew, M. T., van der Linden, S., Gustafson, A., Goldberg, M. H., Maibach, E. W., Kotcher, J. E., Swim, J. K., Rosenthal, S. A., et Lieserowitz, A. (2021). « The Greta Thunberg effect: Familiarity with Greta Thunberg predicts intentions to engage in climate activism in the United States », *Journal of Applied Social Psychology*.
- Savoie-Zajc, L. (2009). « L'entrevue semi-dirigée », dans B. Gauthier (dir.), *La recherche sociale. De la problématique à la collecte des données* (5^e éd.). Québec, *Presses de l'Université du Québec*.
- Schöpfel, J. (2015). « Littérature 'grise' : de l'ombre à la lumière » *I2D – Information, données & documents*, 52(1), 28-29.
- Séguin, B. (2015). « Les réseaux sociaux : une source incontournable pour la veille », *I2D – Information, données & documents*, 52(1), pp.15-17.
- Snow, D. et Benford, R. D. (1988). « Ideology, frame resonance and participant mobilization », *International Social Movement Research*, (1), pp. 197–217.
- Snow, D. et Benford, R. D. (1992). « Master frames and cycles of protest », dans A. D. Morris and C. M. Mueller (eds.), *Frontiers of Social Movement Theory*. New Haven, CT: *Yale University Press*, pp. 133–55.
- Snow, D. et Benford, R. D. (2000). « Clarifying the relationship between framing and ideology in the study of social movements: a comment on Oliver and Johnston », *Mobilization*, 5(2), pp.55–60.
- Snow, D., Rochford, E. B., Worden, S. K. et Benford, R. D. (1986). « Frame alignment processes, micromobilization and movement participation », *American Journal of Sociology*, 51 (4), pp. 464–81.
- Snow, D., Vliementhart, R. et Ketelaars, P. (2018). « The Framing Perspective on Social Movements: Its Conceptual Roots and Architecture ». *The Wiley Blackwell Companion to Social Movements*.
- Somma, NM et Medel, RM. (2019). « What makes a big demonstration? Exploring the

- impact of mobilization strategies on the size of demonstrations », *Social Movement Studies*, 18(2), pp. 233-251.
- Staggenborg, S. (2012). « Social movements », *Don Mills: Oxford University press*.
- Tilly, C. (1978). « From Mobilization to Revolution, Reading », Addison-Wesley, 349 p.
- Tarrow, S. (1994). « Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics », New York/Cambridge, *Cambridge University Press*.
- Tessier, C., Guay, J. et Dostie-Goulet, E. (2017). « Le vote pour le Parti vert du Canada », dans Chaloux D. (Ed.), *L'action publique environnementale au Québec : Entre local et mondial, Presses de l'Université de Montréal*, pp.53-72.
- Tracy, S. J. (2010). « Qualitative quality: Eight “big-tent” criteria for excellent qualitative research », *Qualitative Inquiry*, 16(10), pp.837-851.
- Tremblay, M. C., Martin, D. H., Macaulay, A. C. et Pluye, P. (2017). « Can we Build on Social Movement Theories to Develop and Improve Community-Based Participatory Research? A Framework Synthesis Review », *American journal of community psychology*, 59(3-4), pp.333–362.
- Tsayem Demaze, M. (2009). « Les conventions internationales sur l'environnement : état des ratifications et des engagements des pays développés et des pays en développement », *L'Information géographique*, 73(3), pp.84-99.
- Tsayem Demaze, M. (2012). « L'avenir obscur du protocole de Kyoto », *L'Espace géographique*, 4(4), pp.369-373.
- Vaillancourt, J.-G. (2015). « Le mouvement vert au Québec : une perspective historique et sociologique », *Bulletin d'histoire politique*, 23 (2), pp.113–132.
- Wahlström, M., Kocyba P., De Vydt, M., et De Moor, J. (Eds.). (2019). « Protest for a future: Composition, mobilization and motives of the participants in Fridays for Future climate protests on 15 March, 2019 in 13 European cities », *Keele University e-Prints*, 121 p.
- Watson-Thompson, J., Fawcett, S. B. et Schultz, J. A. (2008). « A framework for community mobilization to promote healthy youth development », *American Journal of Preventive Medicine*, 34(3), pp.72–S81.
- Westerhoff, L., Sheppard, S., Iypeb, D., Coteb, S. et Salterc, J. (2018). « Social mobilization on climate change and energy: An evaluation of research projects in British Columbia », Canada, *Energy Research & Social Science*, 4, pp.368-360.

Yin, R.K. (1984). « Case Study Research; Design and Methods ». London, *Sage Publications*.

ANNEXES

ANNEXE 1

Annexe 1 : Guide d'entretien

Données sur l'entrevue

- Numéro du répondant :
- Date de l'entrevue :
- Heure de l'entrevue :
- Nom du fichier :

Thème 1 : Recrutement/engagement

- Qu'est-ce qui vous a motivé à faire partie d'un groupe de militantisme environnemental ?
- Comment êtes-vous arrivé à vous joindre à ce groupe ?
- Comment restez-vous en contact avec les autres membres ?
- Combien de personnes font partie de votre organisation/organisme ?
- Quelle est la mission de votre organisation ?
- Comment votre organisation s'est-elle impliquée dans l'organisation de la manifestation de Montréal ?

Thème 2 : Cadrage

- Quelles sont les valeurs fondamentales de votre organisation ?
- Quel message votre organisation a-t-elle utilisé pour sensibiliser les individus à la cause ?
- Quel message votre organisation a-t-elle utilisé pour mobiliser le plus de participants possible?

Thème 3 : Opportunités

- Pour vous, quelles opportunités (politique, économique, sociale, etc.) ont rendu possible la manifestation de Montréal ?
- Quels facteurs externes (financement, etc.) ont rendu possible la manifestation de Montréal ?
- Quels facteurs internes (relations ou collaborations ou coalitions entre les acteurs et les organismes) ont rendu possible la manifestation de Montréal ?

Thème 4 : Base organisationnelle (liens/coopération/alliances)

- Quels liens ou alliances se sont formés avec d'autres acteurs (organisations, institutions, experts, académiques, privés, élus) ?
- Selon vous, qui sont les acteurs externes et internes qui se sont intéressés à l'enjeu qui a mené à la manifestation de Montréal ?

- Comment s'est organisé le lien entre ces acteurs et organisations ?
- Comment les échanges se sont effectués entre les organisations et les acteurs ?

Thème 5 : Actions collectives et stratégies

- Quels ont été les stratégies et les mécanismes utilisés par les organisations et les acteurs militants de ce mouvement social pour faire avancer la manifestation de Montréal ? (grèves, boycottage, manifestation, pétitions, recours collectifs, etc.) ?

Thème 6 : Ressources

- Quelles étaient vos ressources humaines pour favoriser la mobilisation et la sensibilisation (personnes, expertises, connaissance, influence, expériences précédentes avec l'enjeu, organisme, réseau et partenaires préexistants) ?
- Quelles étaient les ressources matérielles (argent, technologie, bâtiment, etc.) pour favoriser la mobilisation et la sensibilisation ?

Thème 7 : Stratégies de communication

- Quelles ont été les stratégies de communication utilisées par votre organisation ? (conférences, réunions, réseaux sociaux, médias, annonces)
- Selon vous, pourquoi votre organisation a-t-elle décidé d'utiliser ces stratégies de communication ?
- Parmi les moyens de communication technologiques, lesquels avez-vous utilisés ? (applications, réseaux sociaux, site Internet, etc.)
- Selon vous, pourquoi votre organisation a-t-elle décidé d'utiliser ces moyens de communication technologiques ?

Thème 8 : Impacts

- Quelles sont pour vous les retombées de la manifestation de Montréal ?
- Comment cette conférence a permis de faire évoluer la cause climatique ?

Autres informations données par le participant :

ANNEXE 2

Annexe 2 : Liste d'organisations potentielles à interviewer

1. [Coalition étudiante pour un virage environnemental et social](#) (CEVES)
2. Devoir Environnement Collectif (DEC)
3. [Environnement JEUnesse](#) (ENJEU)
4. [Extinction Rebellion Québec](#)
5. [Fridays for Future Canada](#)
6. La Planète s'invite à l'Université
7. [La Planète s'invite au Parlement](#)
8. Pour le futur Mtl

* La CEVES est maintenant une coalition regroupant : Pour le futur Mtl, Pour le futur Québec, Devoir environnemental collectif et La planète s'invite à l'Université

ANNEXE 3

Annexe 3 : Liste établie par un contact à proximité du mouvement

Organisations	Nombre de participants suggérés
Le Pacte et Front commun pour la transition énergétique	1
Fondation David Suzuki	1
Pour le futur Montréal	1
La planète s'invite à l'Université	2
Transition juste à la FTQ et Front commun pour la transition énergétique	1
La Planète s'Invite au Parlement	2
Équiterre	1
Total	9

ANNEXE 4

Annexe 4 : Certificat éthique



École nationale
d'administration
publique

enap.ca

CERTIFICAT DE CONFORMITE ETHIQUE

N° de référence : CER-ENAP-2021-20

Date d'émission : 2021-08-26

Date d'échéance : 2022-08-26

Titre du projet : *Les mouvements sociaux des jeunes pour le climat – Le cas de la manifestation de Montréal*

Chercheur(e) principal(e) : Indira Issaka

Cochercheur(e)s : s. o.

Maîtrise effectuée sous la direction de : David Talbot

Source de financement (s'il y a lieu) : s. o.

Date de début du projet : 1^{er} septembre 2020

Date de fin du projet : 31 décembre 2021

Condition de conformité : s. o.

Méthodologie : Le Comité d'éthique en recherche de l'ENAP (CER de l'ENAP) a examiné et approuvé ce projet selon une méthode de délégation (ou en comité plénier) acceptée en vertu de sa [Politique d'éthique en recherche](#), de sa [Politique de conduite responsable en recherche](#), de l'[Énoncé de politique des trois Conseils sur la recherche impliquant des sujets humains](#) et de la politique des [FRQ sur la Conduite responsable en recherche](#).

Modification significative au projet et demande de prolongation du Certificat

Toute modification significative au projet de recherche par rapport à celui présenté aux fins de l'obtention du présent Certificat doit faire l'objet d'un avis de modification au CER de l'ENAP. De la même manière, lorsqu'il devient évident que la réalisation du projet nécessitera plus de temps qu'anticipé, une demande de prolongation doit être transmise au CER de l'ENAP.

Rapport final d'activité et rapport annuel :

En vertu des normes de bonnes pratiques en matière d'éthique de la recherche et d'évaluation continue, tout Certificat de conformité éthique en recherche octroyé par le CER de l'ENAP doit donner lieu au dépôt d'un **rapport final** au terme du projet de recherche visé par le Certificat ou au plus tard trois (3) mois suivants la fin dudit Certificat.

Par ailleurs, tout Certificat de conformité éthique en recherche octroyé par le CER de l'ENAP **pour un projet de plus d'un an** doit donner lieu au dépôt d'un **rapport annuel**. Ce rapport annuel permet au CER de l'ENAP de déterminer si des ajustements au Certificat de conformité éthique sont nécessaires en lien avec la poursuite du projet de recherche. Il doit être transmis à l'intérieur d'un délai minimum d'un (1) mois avant la date anniversaire de l'émission du Certificat. L'avis de reconduction du certificat par le CER de l'ENAP vous sera transmis le plus rapidement possible suivant la réception de votre rapport annuel.

Toute l'information liée aux avis de modification, demande de prolongation et rapports est disponible sur la page du [site Web de l'ENAP dédié à la recherche](#). Veuillez utiliser [le Formulaire de Suivis liés à la certification éthique d'un projet](#).

En foi de quoi, j'ai signé :

Josée Gauthier

Signé avec ConsignO Cloud (22/09/2021)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.



Josée Gauthier

Pour Jacques A. Plamondon, président du Comité d'éthique en recherche de l'ENAP

c. c. : cer@enap.ca

Pour toute question complémentaire, veuillez communiquer avec le Comité d'éthique en recherche de l'ENAP par courriel cer@enap.ca ou par téléphone en composant 418 641-3000 poste 6376.

ANNEXE 5

Annexe 5 : Formulaire de consentement

Formulaire de consentement

Titre de la recherche : Les mouvements sociaux des jeunes pour le climat – Le cas de la manifestation de Montréal

Présentation

Ce mémoire de recherche est réalisé par Indira Issaka sous la supervision de David Talbot, professeur agrégé à l'ENAP et membre du Centre de recherche sur la gouvernance (CERGO).

Nature de l'étude

La recherche vise les objectifs suivants :

- Mieux connaître les mouvements sociaux des jeunes en matière climatique.
- Analyser les stratégies de communication et de mobilisation utilisées par les organisations militantes ayant participé à la manifestation pour le climat de Montréal en septembre 2019.
- Analyser le fonctionnement des groupes et des organisations militantes ayant participé à la manifestation pour le climat de Montréal en septembre 2019.

Déroulement de la participation

- La recherche est basée sur la méthodologie qualitative. Le recueil des données s'effectuera par des entrevues semi-dirigées en fonction d'un guide d'entretien comprenant des questions liées au recrutement, au cadrage, aux opportunités, à la base organisationnelle, aux actions collectives, aux ressources et stratégies de communication des organisations en lien avec la manifestation étudiée.
- L'entrevue téléphonique a une durée maximale d'une heure. Elle sera enregistrée grâce à un enregistreur vocal. Ensuite, l'enregistrement sera conservé sur des fichiers électroniques codifiés afin de conserver la confidentialité du contenu.

Avantages, risques ou inconvénients possibles liés à la participation

Les avantages potentiels de la recherche concernent l'ensemble des parties impliquées. Cette recherche permettra une meilleure compréhension de l'émergence des mouvements sociaux de l'environnement et les stratégies utilisées par les acteurs dans le but de créer un changement social ou politique. Cette recherche permettra aussi de mieux comprendre le fonctionnement des groupes militants.

Les risques éventuels concernent les révélations lors de la publication des résultats qui pourront porter à conséquence, notamment « l'indexation négative » du participant si ses propos sont reconnus par ses pairs ou par son organisation. De plus, le participant pourrait être confronté à des risques possibles

d'inconfort émotionnel, psychologique et social par rapport à la communication de ses idéologies et de ses convictions politiques. Pour limiter ce risque, les données recueillies seront entièrement confidentielles et anonymes et ne pourront en aucun cas mener à l'identification du participant. De plus, le chercheur respectera objectivement les opinions du participant.

Confidentialité et gestion des données

- Les entrevues seront conservées en fichiers électroniques protégés par un code secret d'accès. Lors de la transcription des données, les références aux participants seront identifiées par des codes alphanumériques (codes comportant des chiffres et des lettres). L'entrevue d'un participant ne sera divulguée à aucun autre participant.
- Les données contenues sur les fichiers électroniques seront préalablement anonymisées (l'accès à l'identité des participants sera impossible) afin d'être conservées durant trois ans dans une banque de données qui sera créée sur le poste de travail du chercheur principal. Tout le matériel (enregistrement, fichiers électroniques et formulaires de consentement) sera détruit au troisième anniversaire de la date de fin du projet, soit en automne 2024.
- La publication des résultats de la recherche ne mentionnera pas l'identification des participants, ni les noms cités, ni les noms des organisations auxquelles appartiennent ces participants.

Participation volontaire et droit de retrait

Votre participation à l'étude est volontaire. Vous êtes libre d'y participer ou de ne pas y participer de même que de vous retirer en tout temps sur simple avis verbal. Toute nouvelle information survenant durant le déroulement de cette étude qui pourrait affecter votre participation vous sera transmise par le responsable de l'étude. Le cas échéant, vous pouvez aussi vous abstenir de répondre à une question qui vous sera adressée.

Chercheur principal

Indira Issaka
Étudiante à la maîtrise à l'École nationale d'administration publique (ENAP)
819-593-7391
Indira.Issaka@enap.ca

Si vous avez des questions au sujet de cette étude, vous pouvez joindre :

Superviseur

David Talbot (Ph.D.)
Professeur agrégé
École nationale d'administration publique (ENAP)
555, boulevard Charest Est, Québec (Qc) G1K 9E5
David.talbot@enap.ca

Éthique

Ce protocole a été étudié par le Comité d'éthique de la recherche de l'ENAP. Si vous avez des questions sur vos droits en tant que sujet participant à cette étude, vous pouvez joindre le président du Comité, le professeur Jacques A. Plamondon, par courriel à : cer@enap.ca

Acceptation de la participation à l'étude

J'ai bien compris ce qui suit :

- J'ai lu et compris le document d'information;
- Ma participation à cette recherche est volontaire;
- Je peux me retirer à n'importe quel moment de cette étude;
- Je recevrai une copie du document d'information et du formulaire de consentement, signés et datés par le responsable de l'étude et répondant éthique.

J'accepte de participer à l'étude et je signe en date du _____

Sujet participant à l'étude

Nom : _____

Signature : _____

ANNEXE 6

Annexe 6 : Échange sur Facebook - Création de La Planète s'invite au Parlement

The image shows a screenshot of a Facebook post and its comments. The post is from François, dated 4 septembre, and asks "À quand une grande manifestation pour forcer les partis à parler d'environnement?". The post includes a link to a news article from PLUS.LAPRESSE.CA titled "On déprime ou on s'exprime ? - La Presse+". The article's text is partially visible: "La semaine dernière, nous avons assisté à l...". Below the post, there are 12 likes and several comments from various users.

Post:
François
4 septembre · 🌐
À quand une grande manifestation pour forcer les partis à parler d'environnement?
On déprime ou on s'exprime ?
PLUS.LAPRESSE.CA
On déprime ou on s'exprime ? - La Presse+
La semaine dernière, nous avons assisté à l...

Comments:

- Caroline: Eh bien, ne devrait-on pas l'organiser et ne pas attendre trop ?
8 sem. J'aime Répondre 1
- Maude: Moi. Aucune expérience en la matière. Prête à rédiger le communiqué avec l'aide de quelqu'un pour pas que ce soit trop broché à foin.
8 sem. J'aime Répondre 1
- Caroline: Ensemble, on devrait pouvoir faire ça ?
8 sem. J'aime Répondre 1
- Maude: Je peux aussi faire une jolie page FB d'événement.
8 sem. J'aime Répondre 1
- Nathalie: Jamais organisé une manif non plus, mais je suis partante! J'ai déjà participé à l'organisation de plein de colloques. Je ne sais pas si ça peut aider!
8 sem. J'aime Répondre 2
- Laure: Pas de temps pour de la logistique, mais je t'offre mon expertise de communication avec plaisir pour le communiqué et la diffusion.
8 sem. J'aime Répondre 1
- Camille: Pars nous ça, François!
8 sem. J'aime Répondre 1
- François: Quain... jamais organisé ça, une manif. Tu m'aides ?
8 sem. J'aime Répondre
- Albert: Aller, j'ai un peu de temps cette semaine et de l'expérience en organisation d'événements.
8 sem. J'aime Répondre
- François: C'est parti!!!! Anne-Marie t'as envie de nous aider avec le visuel?
8 sem. J'aime Répondre 1
- Anne-Marie: Certain!!
8 sem. J'aime Répondre

ANNEXE 7

Annexe 7 : Bannière « La CSN appuie la grève étudiante pour le climat »



ANNEXE 8

Annexe 8 : Publication – Invitation à aller manifester

**FTQ**18 avril 2019 · 🌐...

« Il n'y a plus de place pour la politique de la tête dans le sable que pratiquent nos élus. Nos gouvernements doivent prendre de façon claire et sans équivoque le virage environnemental. Tous les signaux sont au rouge, les scientifiques ne cessent de le répéter que la planète est en grand danger, et ceux qui, encore aujourd'hui, s'obstinent à nier l'impact des changements climatiques sont franchement des ignorants », déclarent les leaders syndicaux.



FTQ.QC.CA 

Les organisations syndicales FTQ, CSN, CSQ, CSD et SFPQ invitent la population à manifester le 27 avril pour l'avenir de la planète - FTQ - Fédération des...

  127

39 commentaires 155 partages

ANNEXE 9

Annexe 9 : Tract – Greta et David

Le 27 septembre : une marche
historique avec Greta, David Suzuki... et
vous!

Par Karel Mayrand, directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki



ANNEXE 10

Annexe 10 : Bannière « Il n'y a pas de travail sur une planète morte »

VERS LA
GRÈVE
POUR LA
PLANÈTE

27
sept
2019

Pas de
travail
sur une
planète
morte

LA PLANÈTE
S'INVITE
AU PARLEMENT

 **EARTH STRIKE**

PLANETEENGREVE.ORG

ANNEXE 11

Annexe 11 : Publication – Décarboniser l'économie



La Planète s'invite au Parlement

7 décembre 2019 · 🌐



WAW! La transition générerait TROIS fois plus d'emplois qu'elle n'en fera perdre! 🧑‍🌾 🧑‍🔧 🧑‍🎓
« Selon Clean Energy Canada, ce virement vers des énergies renouvelables aura pour effet de créer 160 000 nouveaux emplois dans ce secteur alors que celui des combustibles fossiles en perdra 50 000. »



ICI.RADIO-CANADA.CA

Décarboniser l'économie ne serait pas tueur d'emplois

Décarboniser l'économie en favorisant la croissance et la création d'emplois est possible, s...

👍❤️ 219

1 commentaire 111 partages

ANNEXE 12

Annexe 12 : Publication – Faits scientifiques



La Planète s'invite au Parlement

4 septembre 2019 · 🌐



À NOS ÉLU.E.S: STOP. 🙅🌍

FINI les projets pétroliers et gaziers. Écoutez la SCIENCE. Agissez en CONSÉQUENCE!



Les conclusions du 4e rapport du GIEC, qui porte cette fois sur les océans et les glaciers, est lui aussi, tout aussi alarmant et sans appel:



Nous devons nous sevrer beaucoup plus rapidement de notre dépendance aux énergies fossiles ou faire face à la catastrophe. bit.ly/2IVDcWM



Déjà 280 Millions de réfugiés climatiques pour un scénario optimiste mais dévastateur de +2 degrés de réchauffement planétaire global.



Or, la tendance actuelle nous mène entre +2,5 et +4,4 degrés! bit.ly/2krW9jz



La bonne nouvelle de ce rapport est que la différence entre les conséquences de l'ACTION et de l'INACTION est IMMENSE:



D'ici 2100, qu'est-ce qu'on veut?

- 30% ou 99% de fonte du pergélisol?
- 29 cm ou 110 cm de montée de l'océan?
- 20% ou 90% de destruction des milieux humides?
- 33% ou 80% de fonte des glaciers dont s'approvisionnent en eau des milliards de personnes?
- 100 fois plus ou 1000 fois plus de dommages sur nos infrastructures?
- Bref, un monde résilient ou invivable?



À nous de choisir. À nous d'AGIR. Ensemble on peut et on VA relever ce défi.



La mobilisation mondiale prend des ampleurs sans précédent et commence à faire bouger plusieurs sphères politiques et économiques.

Il faut que l'exception devienne la règle.

C'est pourquoi on monte d'un cran la pression pour élargir le mouvement et l'action.

Le Vendredi 27 Septembre 2019, on ne rentre pas travailler, on fait la GRÈVE PLANÉTAIRE!



Sortez vos casseroles, brandissez vos pancartes et surtout, parlez-en à des ami.e.s! Invitez-les à se joindre à notre mouvement historique pour la suite du monde!

ANNEXE 13

Annexe 13 : Tract

VERS LA GRÈVE POUR LA PLANÈTE



Les changements climatiques sont le plus grand défi du XXI^e siècle. Or, il est de plus en plus clair que les discours de politiciens ne suffisent pas pour inverser la tendance. Notre élite économique et politique ne changera pas d'idée de plein gré; seul un mouvement populaire, combatif et bien organisé pourra arriver à la contraindre.

Les entreprises non syndiquées peuvent soutenir le mouvement de grève mondial et jouer un rôle clé dans cette lutte, mais cela implique de dépasser la prétendue opposition entre la préservation des emplois et la préservation de la nature. Nous devons renverser cette fausse opposition: ce sont les bouleversements climatiques qui détruiront l'économie. Le dérèglement des écosystèmes, les extinctions de masse, la montée des eaux et la multiplication des catastrophes naturelles mettront en danger l'équilibre même des sociétés humaines. Partout dans le monde, ce sont les plus vulnérables qui paient le prix fort, car ce changement s'ajoute à leurs conditions déjà difficiles. La lutte contre les changements climatiques est donc aussi une lutte contre l'augmentation des inégalités. Or, la grève demeure certes le moyen le plus efficace à la disposition des travailleuses et des travailleurs, syndiqué.e.s ou non. Historiquement, c'est par la grève que nous sommes parvenus à réduire les inégalités et à obtenir les principales avancées pour la majorité. C'est pourquoi nous proposons de l'utiliser le 27 septembre prochain - ce serait la première grève pour le climat.

JOIGNEZ- VOUS AU MOUVEMENT EN MONTRANT VOTRE APPUI

Aidez-nous à promouvoir l'événement en l'affichant dans votre entreprise et en encourageant vos employé.e.s et vos client.e.s à porter le rond vert.

Vous pouvez aussi choisir de fermer vos portes et encourager vos employé.e.s à venir manifester avec nous le 27 septembre.

VERS LA GRÈVE POUR LA PLANÈTE



Les changements climatiques sont le plus grand défi du XXI^e siècle. Or, il est de plus en plus clair que les discours de politiciens ne suffisent pas pour inverser la tendance. Notre élite économique et politique ne changera pas d'idée de plein gré; seul un mouvement populaire, combatif et bien organisé pourra arriver à la contraindre.

Les entreprises non syndiquées peuvent soutenir le mouvement de grève mondial et jouer un rôle clé dans cette lutte, mais cela implique de dépasser la prétendue opposition entre la préservation des emplois et la préservation de la nature. Nous devons renverser cette fausse opposition: ce sont les bouleversements climatiques qui détruiront l'économie. Le dérèglement des écosystèmes, les extinctions de masse, la montée des eaux et la multiplication des catastrophes naturelles mettront en danger l'équilibre même des sociétés humaines. Partout dans le monde, ce sont les plus vulnérables qui paient le prix fort, car ce changement s'ajoute à leurs conditions déjà difficiles. La lutte contre les changements climatiques est donc aussi une lutte contre l'augmentation des inégalités. Or, la grève demeure certes le moyen le plus efficace à la disposition des travailleuses et des travailleurs, syndiqué.e.s ou non. Historiquement, c'est par la grève que nous sommes parvenus à réduire les inégalités et à obtenir les principales avancées pour la majorité. C'est pourquoi nous proposons de l'utiliser le 27 septembre prochain - ce serait la première grève pour le climat.

JOIGNEZ- VOUS AU MOUVEMENT EN MONTRANT VOTRE APPUI

Aidez-nous à promouvoir l'événement en l'affichant dans votre entreprise et en encourageant vos employé.e.s et vos client.e.s à porter le rond vert.

Vous pouvez aussi choisir de fermer vos portes et encourager vos employé.e.s à venir manifester avec nous le 27 septembre.

ANNEXE 14

Annexe 14 : Document « 8 raisons de faire la grève malgré les journées institutionnelles »

Grève climatique du 27 septembre

8 raisons de voter la grève malgré les « journées institutionnelles »

Alors qu'un mouvement de grève était en train de prendre forme dans plusieurs cégeps de la province, chez les étudiant.e.s mais aussi chez les profs, de nombreuses directions de collège ont proposé ou accepté de lever des cours et de tenir une "journée institutionnelle" sur l'environnement. Qu'est-ce que ça signifie pour le mouvement de grève?

D'une certaine manière, cette décision de certaines directions est une bonne nouvelle. D'abord parce que ça signifie que le mouvement actuel a des effets importants. Nous sommes en train de convaincre nos administrations qu'il faut prendre des mesures exceptionnelles pour obtenir des changements rapidement. C'est aussi un geste positif dans le sens où cela pourrait permettre à l'ensemble de la communauté des cégeps concernés (étudiant.e.s, profs, personnel de soutien, professionnel.le.s, etc.) de participer à la journée du 27 septembre - bien que cela serait probablement à négocier avec la direction locale.

En même temps, cela vient compliquer notre participation au mouvement de grève climatique, puisqu'en apprenant cette nouvelle, beaucoup de membres se diront: "Parfait! On n'a plus besoin de faire la grève!"

Voici pourquoi, pour notre part, nous croyons qu'il est nécessaire de voter la grève malgré la tenue de journées institutionnelles:

1. Les "journées institutionnelles" du 27 septembre n'auraient pas existé sans mouvement de grève

Il est extrêmement rare (peut-être même inédit?) que les directions de collèges prennent l'initiative de proposer une journée institutionnelle pour faciliter la participation à un événement social et politique. Il y a fort à parier que si un mouvement mondial pour le climat ne s'était pas mis en branle, les directions n'auraient pas accepté cette proposition. Autrement dit, puisque c'est par la grève - ou la possibilité d'une grève - que ces journées sont venues à exister, il est donc préférable de véritablement faire grève.

2. En votant la grève, on participe à un mouvement mondial

Voter la grève envoie un message beaucoup plus fort qu'une journée de relâche. La grève signifie que l'on interrompt la prestation de notre travail pour faire des revendications; il y a donc une dimension subversive et rebelle à la grève, qu'une journée institutionnelle n'a pas. L'urgence climatique demande plus que des journées de congés. Il importe de politiser cette journée pour illustrer l'importance que nous accordons aux enjeux climatiques.

3. Voter la grève ne nous empêche pas de participer à la journée institutionnelle locale

Si nous sommes en grève, nous ne fournissons pas de prestation de travail d'aucune sorte. Mais nous pouvons très bien choisir de participer à la journée institutionnelle organisée localement. Il est important de se rappeler que ce mouvement de grève ne s'est pas construit en opposition à nos directions, mais pour interpeller les élites politiques et économiques sur la nécessité d'agir.

4. En votant la grève, on établit des précédents de grève sociale et environnementale

Au-delà de l'enjeu du réchauffement climatique en tant que tel, voter la grève en-dehors des paramètres établis du code de travail s'inscrit aussi dans le cadre d'une autre bataille d'importance, à savoir d'élargir notre droit de grève, comme travailleuses et travailleurs. Le droit de grève québécois est extrêmement restreint; puisque la crise climatique actuelle est très rassembleuse, il s'agit d'un moment propice pour établir des précédents de grève sur des enjeux sociaux et politiques, surtout si nos directions se montrent aussi ouvertes à réaménager à l'avance le calendrier scolaire.

5. En votant la grève, on reste en contrôle de notre discours sur l'urgence climatique

Imaginons que nous ne votons pas la grève; nous nous contentons alors de participer à la journée institutionnelle. Cela signifie que la direction sera peut-être la seule à déterminer les activités qui se tiendront lors de cette journée. De plus, nous avons peu de garanties que notre propre analyse de la situation environnementale et que nos propres revendications (par exemple, reconnaître l'urgence d'agir de manière forte, revoir en profondeur notre économie, nos transports, etc.) soient mises de l'avant. Si nous votons la grève, cela nous donne une meilleure marge de manœuvre pour participer à notre manière aux activités du 27 septembre.

6. Voter la grève nous permet de continuer à revendiquer des mesures de transition juste auprès de la Direction

Dans la lignée du paragraphe précédent, avec un mandat de grève, nous sommes en meilleure position pour faire savoir à nos directions que nous estimons que les collèges doivent aller plus loin dans les mesures de transition. Plusieurs syndicats locaux et comités d'action en environnement travaillent sur ces questions depuis des années; avec un mandat de grève, on démontre que ces enjeux nous tiennent vraiment à cœur et on crée une pression sans précédent pour que le collège agisse plus rapidement et plus fermement.

7. Les risques de mesures répressives de la part de la direction diminuent grandement si les cours sont déjà levés

Avec la tenue de la journée institutionnelle, les risques de représailles de la part de la direction diminuent grandement. Certes, il est possible que notre journée de salaire soit retranchée, mais il nous semble peu probable que les directions se présentent à la Commission des relations du travail comme elles l'ont fait quelques jours avant la grève sociale contre l'austérité du 1er mai 2015. Pourquoi? Pour deux raisons. D'abord, si les cours sont levés, il serait bien difficile pour la partie patronale de démontrer que notre grève risque de « porter préjudice aux services auxquels le public

a droit ». Ensuite, il serait un peu contradictoire de la part des directions de nous inviter à participer à une journée pour le climat d'un côté et à porter plainte contre les profs qui veulent participer au mouvement de grève pour le même enjeu de l'autre.

8. Voter la grève facilite l'atteinte du plancher pour les milieux où l'employeur ne suspend pas volontairement ses activités

Le mouvement actuel de grève, comme celui du 1er mai 2015, fonctionne sur la base de l'atteinte d'un plancher. Autrement dit, pour s'assurer de débrayer de manière collective, le mandat de grève sera effectif si « 10 syndicats totalisant plus de 5000 membres » décident de faire grève (c'est la condition la plus répandue actuellement). Si nous limitons notre action au cadre de la journée institutionnelle sans se doter d'un mandat de grève, cela signifie que des syndicats qui n'ont pas de journée institutionnelle organisée dans leur milieu ne seraient pas capables d'atteindre le plancher nécessaire à la tenue de la grève. Ne les oublions pas!
